



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

**De l'activisme au municipalisme
- l'expérience de Barcelona en Comú -**

Sous la direction de Monsieur le Professeur Frédéric Sawicki

Présenté et soutenu par Laurent Rosello

UFR 11 - Master 2 Affaires publiques/Administration du politique

Année universitaire 2015-2016

A ma lumière qui m'a guidé
durant toute cette année, et qui m'accompagnera toute ma vie,

Ana-Lucia

A
Marie-Cécile, Louise et Pamela

Remerciements:

Je tiens à remercier le Professeur Frédéric Sawicki pour les conseils qu'il m'a donnés afin de pouvoir mener à bien mon mémoire. Mais je tiens également à le remercier, ainsi que toute l'équipe pédagogique pour la qualité de l'enseignement, de la formation, leur compréhension et leur écoute.

Je tiens à remercier mes camarades de promotion qui ont montré de la solidarité durant toute cette année universitaire.

Je tiens à remercier Marie-Claire Cervera pour avoir eu la patience de me relire et d m'accompagner dans mon travail.

Je remercie tout particulièrement ma famille et mon épouse qui m'a permis de pouvoir suivre cette année Universitaire malgré de longs déplacements.

Sommaire:

Introduction	5
Partie 1 : de Ada à Colau	10
<u>Section 1 : Une empreinte idéologique stratégique</u>	12
§1 : La défense du « riverain » contre le pouvoir économique	13
§2 : Un Republicanisme affirmé plutôt qu'un indépendantisme exacerbé	17
§3 : Eriger Barcelone en ville monde	21
<u>Section 2 : La réalité de l'exercice du pouvoir : changement de paradigme</u>	26
§1. Construire une majorité à chaque vote	27
§2. Une base rebelle et exigeante	31
§3. Des relations difficiles avec les institutions	35
Partie 2 : Le bien commun (ou la mise en œuvre d'un programme)	38
<u>Section 1 : La politique du bien commun</u>	40
§1. Le plan de Choc	40
§2. La remunicipalisation des services publics	46
§3. Les mesures dans le domaine de l'espace public.	48
<u>Section 2 : A la recherche d'une majorité</u>	51
§1. Refus des forces de gauches indépendantistes de rentrer dans la majorité municipale	53
§2. Difficulté d'élargir la base militante de BeC	56
§3. La rentrée du PSC dans la majorité municipale	61
Conclusion	64
Annexe	67
Bibliographie	86

De l'activisme au municipalisme

- l'expérience de Barcelona en Comú -

Le 27 mai 2015 un bouleversement sans précédent depuis la chute de Franco frappe le Royaume d'Espagne: des inconnus ont gagné la très grande majorité des plus grandes villes du pays. Toutes ces listes ont pour point commun de vouloir mettre les questions sociales au cœur de leurs actions, une volonté de changer les modes d'intervention mais parfois touchant à des compétences dépassant le cadre de la municipalité et traitant de problèmes régionaux ou nationaux.

Le cas de Barcelone et de la victoire d'Ada Colau est symbolique de ce bouleversement venant mettre fin à une gouvernance de cette ville depuis la fin de la dictature entre le Parti Socialiste et le Centre droit. Ce bouleversement a représenté un séisme pour les partis traditionnels provoqué par une quasi-inconnue¹.

L'origine de ce bouleversement politique prend ses origines en 2007 où apparaissent des petits évènements qui vont commencer à fragiliser un édifice qui n'a quasiment pas évolué depuis la transition démocratique. La crise économique qui a commencé aux USA cette même année a commencé à toucher aux équilibres sociaux et politiques existants issus des gouvernements Thatcher et Reagan des années 80.

La crise économique a démontré avec sa globalisation que les Etats ne pouvaient rien faire ou en tous les cas avaient peu de pouvoir de changement. Ce bouleversement économique a été accompagné d'autres processus de changement : la révolution technologique et l'avènement des mouvements sociaux. De ces années

¹ Libération, 25 mai 2015 : Ada Colau, occupy Barcelona – http://www.liberation.fr/planete/2015/05/25/ada-colau-occupy-barcelona_1316401

naissent des mouvements sociaux comme le V de Vivienda ancêtre de la PAH², créé en 2009, qui vont faire émerger des femmes et des hommes qui ne croient plus en la politique comme outil du changement des sociétés. L'occupation des places le 15 mai 2011 a fini d'engager la révolution et a permis de faire le constat que les anciennes formations politiques étaient dans l'incapacité de répondre aux problèmes qui traversaient la société et d'apporter une alternative. Cette prise de conscience a été plus forte dans les pays latin, comme l'Espagne, l'Italie et la Grèce que dans d'autres pays européen³.

Mais la limite de la protestation va arriver en 2013. Les chiffres des mobilisations vont commencer à décroître, les institutions auront résisté suffisamment longtemps pour démobiliser leurs opposants.

Les opposants au régime vont prendre alors au mot la Maire de Madrid de l'époque, Esperanza Aguirre, qui raillait ces jeunes qui descendaient dans la rue et occupaient les places des villes: « si les mouvements sociaux veulent changer les choses, ils n'ont qu'à se présenter aux élections et les gagner »⁴. Le paradigme de ces personnes en lutte a changé et ils ont compris que pour changer les institutions il fallait être l'institution. Ainsi un noyau de personnes qui s'étaient mobilisées ces dernières années s'est réuni pour créer Guanyem Barcelona pour se présenter aux élections. Certains pensaient qu'ils devaient se présenter aux élections nationales (Alesandri), d'autres préféraient le niveau local (Pisarello, Asens). Ainsi a été décidé

² Plataforma de Afectados por la Hipoteca y Dación en pago en España.

³ Mai 2011. Inspirée par le mouvement du 12 mars des Portugais, l'association apolitique « democracia real Ya ! » appelle, sur Facebook, à une manifestation dans 58 villes espagnoles le 15 mai 2011. Le but, à l'approche des élections municipales du 22 mai, est de protester contre la corruption des deux principaux partis politiques du pays.

20 000 personnes, selon la police, se réunissent à Madrid, environ 130 000 dans tout le pays. Dans la nuit du 15 au 16 mai 2011, un campement de 2000 personnes s'installe sur la place de la Puerta del Sol. Deux jours plus tard, sur le site de « democracia real Ya ! », plus de 200 associations rejoignent leur cause. Le 20 mai, le « M 15 M » (mouvement du 15 mai) fait son apparition sur Facebook.

En Espagne, le mouvement prend une ampleur particulière parce le chômage des jeunes a atteint un niveau sans précédent : 44 % au premier trimestre 2011, dont une grande partie de diplômés. En attendant les élections municipales, les manifestants, qui se font appeler « **les Indignés** » en référence au livre de Stéphane Hessel « Indignez-vous », occupent par milliers les places principales de leurs villes. La plupart sont des jeunes, mais ils sont aussi rejoints par des personnes âgées ou des familles.

Le 22 mai, les socialistes au pouvoir subissent une lourde défaite lors des élections municipales. Les Indignés continuent néanmoins d'occuper la Puerta del Sol. Le 12 juin, après avoir délibéré lors d'une assemblée générale, ils décident de lever le camp. Après cela, le mouvement continue sous forme d'assemblées générales dans les villes de province...

⁴ http://www.eldiario.es/malditahemeroteca/Video-PP-pedia-presentara-elecciones_6_391670830.html

de regrouper des partis politiques, des associations de voisins, des militants associatifs et des mouvements sociaux pour se présenter aux élections municipales de Barcelone de 2015. Ces personnes ont choisi comme chef de file, une femme d'une quarantaine d'années qui s'était fait connaître dans son combat pour le droit au logement des classes moyennes et qui s'était opposée aux gouvernants : Ada Colau.

Sa campagne sera positive, sans critique des autres listes, elle sera force de propositions et fera remonter sur le devant de la scène les aspirations du peuple de Barcelone, qui bien loin des questions identitaire réclamait un emploi, un logement et changer le modèle économique qui gouverne leur ville et les dépossède peu à peu de leur patrimoine.

Avec ses élections municipales, les citoyens pensent que cet espoir de changement est possible, ils ont l'impression de vivre un moment historique et que ce bouleversement s'inscrit après celui de 1979⁵. C'est ce qu'ils ont souhaité démontrer au travers de leur vote, où les vieilles forces politiques (CiU, PSC, PP) ont perdu 435 000 voix en Catalogne depuis 2011. Tandis que les partis, directement issus de la disparition du régime Franquiste, (ERC, ICV-EUiA, CUP, ...) ont gagné plus de 536 000 voix. Ceci est plus d'une question de volume de votes qu'un point d'inflexion qui marque durablement un changement d'acteurs, une manière de faire de la politique et une modification de l'agenda politique.

Le changement d'acteurs vient de l'émergence de nouveaux partis (Podemos, CUP, ERC), d'un nouveau personnel de gouvernant, dont la plupart ne sont pas issus des partis politiques et qui vont exercer pour la première fois un mandat politique. Ainsi sur les 11 conseillers élus sur la liste menée par Ada Colau⁶, seule Janet Sanz avait

⁵ Les élections municipales et régionales en Espagne font figure de véritable séisme politique. Elles marquent la fin du bipartisme qui articule les institutions espagnoles depuis la transition démocratique (1975-1982). Après quatre ans au pouvoir, le Parti populaire (PP, droite), marqué par la politique d'austérité menée durant la crise et par une succession de scandales de corruption, s'effondre. Il perd 40 % des voix par rapport à 2011, permettant au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de remporter la victoire dans de nombreuses régions et mairies, malgré une nouvelle chute de 12,5 % des voix

⁶ 1- ADA COLAU : fondatrice et portevoix de la PAH, travaille à l'Observatoire DESC, étude de philosophie à l'Université de Barcelone.

2- GERARDO PISARELLO, Argentin d'origine, docteur en droit et professeur de droit constitutionnel à l'Université de Barcelone. Vice-président de l'Observatoire DESC durant 10 ans, membre de Procès Constituent. Auteur de différents livres sur la constitution les droits humain et le municipalisme.

3- LAIA ORTIZ Licence en Sciences Politiques de l'Université de Barcelone. Députée au Parlement et au Congrès. Membre de ICV.

déjà eu une expérience municipale en siégeant dans l'opposition de Xavier Trias. Ces femmes et ces hommes se sont construits au sein des mouvements sociaux, de la société civile, ont fait de leur quotidien un programme politique. Ils représentent des nouvelles idées politiques qui sont à la confluence de plusieurs idéologies politiques mais qui reprennent également des inspirations de la société civile. Barcelona en Comú, n'est pas le seul, mais en est le symbole le plus marquant.

Mais malgré ces changements importants, un an après ces élections municipales, certaines voix se font entendre pour faire part de leur désillusion. En effet selon eux rien n'a changé et que la vieille politique est toujours présente. La question est posée de savoir si les nouvelles équipes ont changé la manière de faire de la politique ou est-ce le système qui les a changés ? Est-ce les institutions qui ont obligé les nouveaux dirigeants à changer et à s'adapter aux contraintes institutionnelles ?

Car au-delà de cette victoire Ada Colau n'a pas le pouvoir dans sa ville pour mettre en œuvre ses politiques du changement. En effet avec 11 conseillers sur les 41 du Conseil municipal elle ne détient pas le pouvoir et doit faire face à un pluralisme de force politique (7 partis représentés au sein de l'hémicycle municipal)⁷ avec qui il sera difficile de négocier. La chance de la nouvelle Maire de Barcelone c'est que les finances de sa ville sont prospères et permettent d'engager certaines réformes en

4- JAUME ASENS. Licence en droit et philosophie. Avocat spécialisé en droit humains et dans les mouvements sociaux. Membre de Procès Constituent et de Podemos.

5- JANET SANZ. Licence en droit, en Sciences politiques et en administration publique à l'Université de Barcelone. Leader des mouvements étudiants pour la défense de l'école publique. Ancienne conseillère à la Ville de Barcelone pour ICV. Militante féministe.

6- RAIMUNDO VIEJO, Politologue et activistes. Professeur à l'Université de Girona. Editeur.

7- GALA PIN : travail dans l'évènementiel et la communication digital. Membre de la PAH. Impliqué dans le mouvement des Voisins sur le quartier de la Barceloneta. Membre de Guanyem Barcelona.

8- AGUSTÍ COLOM : licence en science économie et des entreprises. Professeur au département économie de l'Université de Barcelone. Membre de ICV et de CCOO. Membre du comité scientifique d'ATTAC

9- LAURA PÉREZ : étudiante en journalisme, a travaillé au Pérou et en Bolivie et dans une commune en Equateur. Master en violence urbaine obtenue en Argentine. Militante féministe.

10- MERCEDES VIDAL : licence en sciences de l'environnement. Vice-présidente de la fédération des associations de voisins de Barcelone. Travail pour une association qui lutte contre la pauvreté énergétique. Membre de EUiA.

11- JOSEP MARIA MONTANER : docteur en architecture. Codirecteur du laboratoire du logement collectif sensible. Premier prix national en urbanisme. A travaillé pour la Generalitat, la province d'Andalousie et les communes de Sao Paulo et Buenos Aires.

⁷ 11 Barcelona en Comú - 10 CiU - 5 ERC - 5 Ciudadan's - 4 PSC - 3 CUP - 3 PP

s'émancipant, pour l'instant, de l'immobilisme des forces politiques, de l'administration et des représentants économiques⁸.

Au travers de cette victoire l'équipe d'Ada Colau va rapidement prendre conscience de la difficulté de la tâche à concrétiser en actions le programme. Cette difficulté est d'autant plus grande pour des personnes novices en politique et qui ne connaissent pas les codes de cette ville, ni les pratiques managériales, ni faire des concessions pour obtenir un consensus politique.

Ainsi pour leur permettre d'avoir le pouvoir, ils vont rechercher dans un premier temps des contrepouvoirs issus de l'environnement social, culturel et politique en donnant des gages à leurs militants et laissant le temps nécessaire à Ada de se transformer en Colau, soit de passer de la militante qui lutte contre les pouvoirs publics au Maire de Barcelone qui doit travailler pour tous. Cette transformation ne se fera pas sans mal et nécessitera de changer de paradigme (I). Cette transformation va leur permettre d'utiliser le pouvoir acquis dans les urnes et conforter lors des élections intermédiaires pour organiser la société, pour garantir les droits des citoyens. Ils se sont rendu compte que la politique était plus complexe. Plutôt que de lutter pour détruire le pouvoir qu'ils pouvaient l'utiliser, l'appriivoiser pour modifier le pouvoir de l'intérieur dans l'intérêt des citoyens. Ceci va passer par la mise en œuvre de leur politique publique mais nécessitera en plus de leur volonté d'aller chercher de nouveaux soutiens, notamment politique (II)

⁸ Le budget de la ville de Barcelone est de 2 370 millions € - épargne brute de 358.3 millions d'euros - charge personnel 18% pour 1 604 555 habitants. A titre comparatif, la ville de Paris a un budget de 6 300 millions euros, dont 40% de charges de personnels et 348 millions d'épargne brute pour 2 229 621 habitants.

Partie 1 : de Ada à Colau

Ada Colau et ses colistiers ont mené une campagne de rupture, une campagne de terrain, basée sur les enjeux du quotidien des Barcelonais. A la différence des autres partis politiques, Barcelona en Comú ne s'est pas trompé d'échelle et a soigneusement évité de prendre position ou d'évoquer la lutte entre la Catalogne et l'Espagne, ainsi que les questions d'indépendance.

Ce choix a été gagnant mais n'a été possible que par le passé militant et d'activiste social des colistiers d'Ada Colau. En effet cette dernière s'est fait connaître pour avoir lutté depuis de nombreuses années contre un système juridique et politique qui écrase les classes moyennes, avoir lutté et dénoncé le système injuste des lois hypothécaires qui sanctionne de la double peine les propriétaires fonciers en leur confisquant leur bien tout en leur demandant d'épurer leur dette⁹.

Ceci lui a permis de toucher, d'entendre, de se faire connaître à travers son combat de la très grande majorité d'espagnols, même ceux qui ne sont pas de son bord politique. 86% de la population en Espagne est propriétaire et avec la crise économique personne n'est à l'abri de perdre son logement.

Ainsi son combat s'est inscrit sur l'ordre moral et sur la remise en cause de la représentation des partis politiques traditionnels. Ces derniers sont restés immobiles devant cette question immobilière et n'ont pas su apporter de réponses. Ce rejet a été d'autant plus fort que des affaires de corruption du personnel politique font la une de tous les journaux et qu'ils savent tisser des alliances improbables pour garder le pouvoir (phénomène de la « soupe des sigles »).

Cette élection est un appel à régénérer la politique, à remettre en avant le bien commun.

⁹ En février 2013, Ada Colau fut chargée de présenter une initiative législative populaire (ILP) au Congrès des députés, au nom de la PAH, de l'Observatoire des droits économique, sociaux et culturels et d'autres mouvements sociaux, afin que s'élabore une nouvelle législation hypothécaire. Cette initiative populaire, soutenue par 1 402 845 signatures de citoyens, consistait en une proposition de loi organisée autour de trois revendications : la dation en paiement comme moyen préférentiel pour recouvrir une dette contractée avec une banque pour une habitation principale, un moratoire de toutes les expulsions hors des habitations principales à la suite d'une hypothèque, et l'augmentation du nombre de logements sociaux parmi les habitations possédées par les banques.

Mais pour autant la victoire d'Ada Colau et de sa liste sous-tend des lendemains compliqués. Car avec seulement 17 000 voix d'avance sur la liste du Maire sortant Xavier Trias de Convergencia i Unio (CiU) et avec un éclatement des votes qui se sont portés sur 7 listes différentes, Ada Colau n'a obtenu que 11 élus sur les 41 postes de conseillers de la ville.

Cette victoire démontre également la césure dans une ville riche entre des populations et des quartiers bourgeois et des populations et des quartiers pauvres. Cette opposition n'est pas nouvelle et a marqué toute l'histoire de Barcelone, berceau de l'anarchisme et des mouvements ouvriers. La richesse et la transformation des jeux olympiques de 1992 n'ont pas profité à tout le monde et le modèle économique tourné vers le tourisme est en train d'accroître ces inégalités en expulsant de la ville les personnes les plus fragiles. A titre d'exemple entre le quartier le plus riche de Barcelone et le plus pauvre il y a une différence de plus de 7 ans d'espérance de vie.

Ainsi l'activiste Ada Colau a été élue sur un programme clair : changer le modèle économique de la ville pour redistribuer les richesses de manière plus équitable.

Pour la liste Barcelona en Comú les lendemains de victoire vont être difficiles. Car élue sur « un rêve » : le bien commun, ils vont devoir immédiatement donner des gages tant à leur soutien mais également à une cité fragmentée, où la liste de Ada Colau devra convaincre et aller chercher des soutiens tant auprès de la population, en élargissant sa base électorale, qu'auprès des autres forces politiques pour trouver une majorité lui permettant de gouverner.

Mais ceci nécessite un savoir-faire et des connaissances tant des appareils politiques, que des acteurs économiques et de l'administration. Or la liste d'Ada Colau, puisqu'elle va décider dès son élection de ne confier aucun poste d'adjoint ou de Maire de quartier à d'autres forces politiques, va devoir apprendre à gérer le quotidien et démontrer son art du compromis et de la négociation. Ceci sera particulièrement difficile pour des personnes venant de la société civile, étant des militants associatifs, ayant pour habitude de lutter contre des mesures et de défendre un intérêt partisan. Ainsi ces militants vont devoir se transformer en défenseur de l'intérêt général et savoir agréger à leur projet des forces antinomiques tout en

convaincant l'administration du bien fondé de leurs politique pour une mise en œuvre des politiques sur le terrain.

Section 1 : Une empreinte idéologique stratégique

Dès le premier jour de son élection Ada Colau va prendre des mesures, des postures pour envoyer des signes clairs à ses électeurs, tout en essayant d'élargir sa base électorale ou tout du moins de donner des gages à des futurs alliés. Mais cette volonté de marquer son empreinte immédiatement, de donner une méthode de travail, de fixer un cap à suivre, va parfois se faire au détriment de l'efficacité. Ada Colau maîtrise parfaitement les éléments de communication et va donner dès son élection le tempo en occupant le terrain et en obligeant ses adversaires à se positionner en fonction d'elle et des mesures annoncées. Cette prise de risque, tant pour sa majorité, que pour ses soutiens et son administration qui est souvent mise au pied du mur, pourront avoir des incidences sur le reste du mandat et surtout marquer durablement les esprits avec une Maire, dont les critiques disent qu'elle court dans toutes les directions mais sans rien faire de concret¹⁰.

Contrairement à la doctrine officielle, Ada Colau s'était préparée à devenir Maire de Barcelone et va établir, sous couvert d'une ligne idéologique un plan de communication à destination d'une multitude d'acteurs, tant locaux, que nationaux et internationaux.

Ce positionnement autocentré sur sa personne va à l'encontre de la culture politique qui l'a amenée au pouvoir. En effet durant son parcours militant et dans les différentes associations qu'elle a fréquentées, l'organisation n'était pas pyramidale mais chacun avait un droit à la décision. Immédiatement après la prise du pouvoir à Barcelone le personnage Ada Colau va se mettre en scène pour faire de sa propre personne une ligne politique de Barcelona en Comú. Ses autres colistiers n'auront qu'un rôle venant conforter ou mettre en perspective ce positionnement.

¹⁰ Position de son ancien mentor: Jordi Borja, président du DESC, soutien de Colau, présent sur sa liste. Il livre le fonds de sa pensée dans une tribune parue sur le site cataln ElCritic: <http://www.elcritic.cat/entrevistes/jordi-borja-nomes-pots-arribar-a-la-independencia-amb-una-insurreccio-que-no-es-donara-o-comptant-amb-estat-5063>

Mais cette gouvernance à vue va l'obliger à s'adapter rapidement et parfois à faire des concessions auxquelles sa majorité et ses soutiens n'étaient pas préparés.

Nous pouvons résumer ces « gestes » en trois grands ensembles qui vont chercher à asseoir dans un premier temps sa légitimité en direction de sa base électorale qui l'a élu pour mettre en œuvre un changement de politique et d'orientation politique.

Puis elle va essayer d'élargir tant sa majorité au sein du Conseil municipal que d'essayer d'amener à elle des personnes n'ayant pas voté pour elle, notamment en raison de ses liens avec Podemos ou de son absence de positionnement sur l'Indépendance.

Pour enfin construire l'histoire de la Ville monde Barcelone, ce phare de la société qui s'émancipe des questions purement locale, qui va casser les codes en s'occupant de questions dépendant de la Generalitat ou de l'Etat. Ainsi elle arrive à sortir du cadre patiemment construit, au-delà des tendances politiques, entre la Generalitat et l'Etat Espagnol. Comme durant les élections avec son courant politique elle va essayer d'hisser Barcelone au même plan et faire entendre sa voix quitte à se démarquer de ses propres alliés.

§1 : La défense du « riverain » contre le pouvoir économique

Ada Colau dès son élection va rendre sa première visite au quartier de Nou Barris¹¹. Ce geste symbolique n'a rien du hasard. Ancien fief socialiste, il est la marque de fabrique de la victoire de Barcelona en Comú aux élections municipales.

L'ancienne activiste a su, durant ses parcours militants et activistes, tisser des liens avec les habitants des quartiers et utiliser les associations de riverains afin de se nourrir de leurs problèmes, de leur quotidien pour en faire un programme politique.

Nou Barris est un des quartiers les plus pauvres de Barcelone, avec une forte histoire ouvrière, avec une forte histoire militante où des associations occupent une

¹¹ Ada son premier jour de mandat: La Maire de Barcelone se rend dans le quartier le plus pauvre de Barcelone. Il est à noter que la Maire de Madrid a fait la même chose.
http://elpais.com/elpais/2015/06/15/album/1434379329_581110.html#1434379329_581110_1434380919

ancienne fabrique à béton pour offrir des services au public et un lieu de rencontre et de dialogue à la population.

Par cette visite Ada Colau montre vers qui seront ses premières mesures et c'est une manière de remercier ses premiers et plus solide soutien, la classe populaire, qui avait perdu confiance dans la classe politique et qui utilisait comme arme l'abstention.

Cette image populaire, Ada Colau va l'amplifier, elle va la travailler : par sa tenue vestimentaire, en prenant le métro pour ses déplacements, par sa manière de s'exprimer, de communiquer en direct avec les gens sans passer par des organes institutionnels, préférant ainsi les médias sociaux plutôt que les médias traditionnels. Tous ces « gestes » vont faire d'elle, un an après son élection et malgré de nombreuses polémiques, la personne politique préférée des Barcelonais¹². Son origine sociale et ses combats associatifs pour défendre les classes moyennes vont lui permettre d'obtenir, pour l'instant, la confiance du plus grand nombre.

De plus en parlant aux « riverains », elle parle à l'ensemble des habitants de Barcelone, sans se soucier de leurs origines mais elle s'adresse à toutes celles et à tous ceux qui ont un lien avec cette ville, qui aiment cette ville, sans exclure personne, sauf les touristiques mais en incluant les résidents européens qui eux votent.

Son adversaire c'est le capital, ce sont les conséquences de la transformation, suite aux jeux olympiques de 1992 d'une ville moyenne à une capitale mondiale. La transformation de Barcelone à l'occasion des Jeux Olympiques a permis de changer de modèle économique et de se tourner vers le tourisme. Ainsi en 1992 il y a avait 1.7 millions de visiteurs, en 2015 il y a en a eu plus de 8.5 millions¹³. Ce tourisme de masse a transformé en profondeur la ville de Barcelone, qui après celles de Londres, Paris et New York, est la 4ème ville la plus visitée, alors qu'elle a un territoire réduit, enfermée entre mer et montagne. Ce tournant vers le tout touristique n'a pas été encadré et n'a pas été réfléchi. Aujourd'hui les conséquences sont importantes tant pour la ville en matière d'environnement, de plan de circulation, d'équipements, mais également pour la population résidant à Barcelone et pour le mode de vie

¹² <http://www.equinoxmagazine.fr/2015/10/07/ada-colau-personnalite-politique-preferee-des-barcelonais/>

¹³ <http://professional.barcelonaturisme.com/imgfiles/estad/Est2014b.pdf>, page 22 du rapport.

méditerranéen. Ainsi les habitants de Barcelone ont vu peu à peu l'espace public se privatiser (terrasse, manifestation, accès payant, ...), les symboles de la ville comme les Ramblas, le Parc Guell ou la Sagrada Familia inaccessibles, les commerces se transformer vers une offre exclusivement tournée vers le tourisme de masse, la culture culinaire être remplacée par la restauration rapide et la paëlla de mauvaise qualité, les logements transformés en meublés à la location entraînant des désordres entre les voisins, les rues de la vieille ville en lieu d'ivresse pour les touristes¹⁴.

Ces transformations touchent l'ensemble des quartiers de la ville et pas uniquement les quartiers les plus touristiques comme celui de Ciutat Vella ou de la Barceloneta mais également des quartiers populaires ce qui a entraîné des manifestations des associations de riverains demandant dès 2013 un changement de modèle économique.

Ainsi la visite d'Ada Colau dans le quartier de Nou Barris est également le symbole qu'elle s'est accaparée cette question durant la campagne mais qu'une fois élue elle vient la mettre en œuvre sur les quartiers les plus touchés avec la mise en place d'une politique de réappropriation de la ville par ses habitants.

Pour le logement, avec la mise en place d'un moratoire tant sur les hôtels, mais également avec un service d'enquêteur étant chargé de traquer les logements touristiques non déclarés, de menacer les sites de locations en ligne de leur mettre une amende pour toutes les annonces d'appartements n'ayant pas été déclarés à la ville, d'entamer un bras de fer avec les organismes bancaires en les menaçant de les pénaliser s'ils ne cèdent pas leurs logements non occupés pour en faire des logements sociaux, ...

Pour l'espace public avec la mise en application d'un règlement concernant les terrasses, visant à réduire l'occupation du domaine public par des activités privées empêchant la libre circulation des piétons, en interdisant certaines manifestations commerciales, comme l'installation d'une piste de glace pendant les fêtes de Noël¹⁵,

¹⁴ Voir le film Bye Bye Barcelona - <https://www.youtube.com/watch?v=kdXcFChRpml>- C'est un documentaire sur la ville de Barcelone et de sa relation avec le tourisme, en mettant en avant la difficile coexistence entre les Barcelonais et un tourisme de masse. Le documentaire expose la position d'habitants, de commerçants, de professionnels du tourisme, d'universitaire, sur les effets du tourisme de masse dans la ville.

¹⁵ Colau annonce qu'il n'y aura pas de patinoire sur la place de Catalogne: http://ccaa.elpais.com/ccaa/2015/07/16/catalunya/1437081963_773023.html

en demandant à la Generalitat de rendre la gestion d'une partie du port à la ville afin de fermer les boîtes de nuit et les bars dans le quartier de la Barceloneta¹⁶, en interdisant la circulation des véhicules sur certaines artères, en augmentant les espaces dédiés aux piétons et aux cyclistes, ...

Pour l'identité Barcelonaise, en réduisant les heures d'ouverture de certains magasins à vocations touristiques, de renoncer à accueillir des manifestations internationales, comme les Jeux Olympiques d'Hiver¹⁷, en réduisant les subventions à certains évènements, en permettant un accès gratuit pour les habitants de certains quartiers aux lieux historiques, en taxant les croisiéristes, ...

Toutes ces mesures sont destinées à lancer des signaux en direction tant des habitants que des acteurs économiques pour leur signifier que la nouvelle municipalité souhaite changer de modèle économique et ne plus tout miser sur le tourisme de masse.

Mais ce message va également porter sur le changement de modèle social de la ville. En effet Nou Barris accueille un des premiers Ateneu, associations regroupant des habitants de la ville qui se sont fondés à l'après franquisme pour gérer des friches industrielles ou des espaces publics laissés à l'abandon et se les approprier en faveur de la population avant que ceux-ci soient transformés en logement ou en un lieu privatisé. Ces lieux apportent des réponses aux problèmes sociaux des habitants en dehors des institutions. Ces associations jouent un rôle très important et dans ce quartier l'Ateneu Popular 9 Barris occupe une ancienne usine et après l'avoir occupé l'a transformée en centre social en direction de l'ensemble des familles du quartier et en proposant des activités autour des métiers du cirque et des concerts. Ce sont ces Ateneu, qui existent dans plusieurs quartiers de la ville qui représentent le contreprojet social mis en œuvre pendant plusieurs décennies par les municipalités socialistes et du centre droit.

Pour ces raisons Ada Colau au travers de ce premier déplacement va montrer qu'elle souhaite également changer de paradigme dans le modèle social. Très vite de

¹⁶ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/07/21/catalunya/1469100069_332200.html

¹⁷ Ada Colau conformément à sa promesse de campagne renonce à la candidature de Barcelone pour les Jeux Olympiques d'Hiver pour des raisons environnementales et de cohérence de projet. Mais cette décision a été prise sans informer les autres villes concernées par ce projet, notamment tous les petits villages des Pyrénées catalanes, alors que pour ces derniers cette candidature représentait une opportunité économique exceptionnelle, mais sans Barcelone ils n'ont plus aucune chance que leur candidature soit retenue.

nombreuses annonces seront faites : sur la remunicipalisation des services publics, comme ceux de l'eau et des crèches, sur les aides alimentaires, les aides financières pour améliorer les conditions de logement, faire pression sur les grands groupes pour qu'ils améliorent les conditions de travail de leurs salariés, tout particulièrement en direction de celles qui sont délégataire de services publics.

Ainsi au travers de simple déplacement elle va annoncer les deux piliers du Plan de Choc qu'elle va mettre en place dans les semaines suivantes : intervenir dans le domaine économique et social.

§2 : Un Républicanisme affirmé plutôt qu'un indépendantisme exacerbé

La question indépendantiste est prégnante en Catalogne depuis plusieurs décennies et l'arrivée du Parti Populaire à la tête du gouvernement Espagnol avec José-Maria Aznar en 1996. Le jeu de pouvoir qui s'était établi à la fin du franquisme entre l'Etat central socialiste et la Catalogne au pouvoir bicéphale entre un Jordi Pujol, à la tête de la Generalitat et faiseur de gouvernement, et un Maragall, Maire de Barcelone auréolé de la réussite exemplaire de la transformation de sa ville avec les Jeux Olympiques de 1992, l'indépendance de la Catalogne n'était pas à l'ordre du jour mais un processus d'autonomie était engagé satisfaisant les deux parties catalanes et espagnole.

L'arrivée d'Aznar et la crise économique ont exacerbé les relations entre les héritiers du Franquisme, étant opposés par nature à la Catalogne, et les représentants de la plus riche province espagnole. Les uns, le Parti Populaire, énonçant les avantages fiscaux de la Catalogne qui profiterait plus de l'Etat espagnol qu'elle ne contribuerait aux charges et les autres, les héritiers du Pujolisme, se rendant compte qu'ils perdent de leur hégémonie sur la question de la catalinité, avec une pression de plus en plus forte des partis indépendantistes, font le discours inverse que la Catalogne va devoir restreindre les investissements pour les Catalans afin de venir au secours des autres provinces dépendantes, notamment l'Andalousie. Cette dernière s'en rappellera, puisque dirigée par le Parti Socialiste elle sera celle qui s'opposera le plus

au principe de référendum sur la question catalane, empêchant de fait l'alliance entre Podemos et le PSOE pour gouverner en décembre 2015¹⁸.

Le paroxysme de cette situation réside dans le processus d'indépendance soutenue par tous les partis indépendantistes de Catalogne avec chaque année le 11 septembre, le jour de la Diada, commémorant la défaite Catalane de 1714, avec la chute de Barcelone, par les troupes de la royauté mettant ainsi fin à l'indépendance de ce royaume et à son annexion dans le royaume d'Espagne, une manifestation sous la bannière catalane regroupant près d'un million de personnes réclamant depuis ses 4 dernières années l'indépendance de cet état¹⁹.

Ada Colau sur cette question va prouver toute sa science politique. En effet, alors que toutes les élections qu'elles soient nationale, provinciale ou locale, étaient occupées par la seule question de l'Indépendance, elle va faire un choix étonnant en ne traitant pas de cette question aux élections municipales de Barcelone. Sa ligne de conduite étant que les Barcelonais sont d'abord préoccupés par des questions sociales et économiques, et que dans tous les cas il n'appartient pas à la ville de se positionner sur cette question. Ceci va avoir un écho important dans la population, la moins indépendantiste de Catalogne, heureuse de voir que des sujets du quotidien vont être mis sur l'agenda politique.

Pour autant dès son élection, Ada Colau va devoir donner des gages aux « catalanistes ». Mais ces signes politiques vont d'abord se faire, afin de ne pas heurter frontalement les sensibilités des Barcelonais et tenir compte de positions très marquées au sein des forces de gauche entre les unionistes (PSC, Podemos) et les

¹⁸ Le Parti socialiste Andalou et son leader Susana Díaz est une farouche opposante à toute alliance entre son parti et Podemos et rejette totalement toute consultation sur l'avenir de la Catalogne.
<http://www.elconfidencial.com/espana/andalucia/2016-02-15/el-psoe-andaluz-replica-al-referendum-de-podemos-con-mociones->

¹⁹ En 1713, Barcelone subit un second siège de la ville depuis le début des hostilités. C'est la dernière bataille de la guerre de Succession d'Espagne. Après 13 mois de blocus et de combats, les troupes des Bourbons emportent la place, le 11 septembre 1714. Un décret de 1716 (Nueva Planta) marquera la fin de l'autonomie de la Catalogne en Espagne. La Diada ou fête nationale de Catalogne n'est donc pas réellement une « fête » mais une célébration. Elle marque pour les catalans, la création d'un état centralisé et (à l'époque absolutiste), prenant modèle sur la France. Le 11 Septembre a été proclamée officiellement Diada ou fête nationale de la Catalogne, en 1980, et est un jour férié. Cette célébration est un jour de manifestation très important pour le mouvement indépendantiste catalan.

indépendantistes (ERC, CUP). Ainsi Ada Colau va d'abord mettre sur le devant de la scène les notions de République et montrer son attachement à ce système politique et ses valeurs en remettant en cause les acquis symbolique de la monarchie. Tout d'abord en enlevant le buste de l'ancien Roi d'Espagne, sans vouloir installer le buste du nouveau Roi comme le prévoit le règlement du Conseil municipal de Barcelone, de débaptiser les derniers noms de rue de Barcelone ayant une relation avec le Franquisme ou la famille Bourbon. En retirant la médaille de la ville à la fille du Roi, en refusant la célébration d'une messe en l'honneur des soldats franquistes tués pendant la guerre civile, qui était pourtant célébrée chaque année à Montjuic depuis le retour de la démocratie, en refusant la diffusion d'un match de l'équipe nationale d'Espagne durant la coupe d'Europe sur l'espace public, en remettant en cause la présence de l'armée dans la ville, en faisant fermer une librairie pro-nazie...

Toutes ces positions seront soutenues par l'ensemble des forces de gauche qu'elle soit unioniste ou indépendantiste et imposant aux forces de droite de se positionner clairement pour (CiU) ou contre (PP et Ciutadan's) la politique d'Ada Colau.

Concernant plus spécifiquement la question de l'avenir de la Catalogne, Ada Colau saura tracer le sillon d'une troisième voie. Soutenue par Podemos, qui est contre tout projet d'indépendance de la Catalogne, tout comme le Parti socialiste catalan, son nouvel allié au sein du Conseil municipal, elle aboutira à faire reconnaître le droit à la mise en œuvre d'un référendum sur cette question constitutionnelle : le droit de décider. Sans jamais pour autant se positionner à titre personnel sur cette question. D'ailleurs lors des manifestations à la Diada, elle aura eu deux positions différentes mais dans la continuité de sa philosophie. En 2015 elle refusera d'être présente en tant que Maire de Barcelone dans cette manifestation qui avait une vocation purement politique et cela juste avant les élections à la Generalitat, pour ne pas heurter la sensibilité du PSC et de ses électeurs. Malgré cela son premier adjoint Pisarello sera en première ligne des manifestants lors de cette journée. En 2016 elle annonce sa présence à la manifestation, après que le PSC ait intégré la majorité municipale, alors que des fortes dissensions existent entre les partis indépendantistes sur la stratégie à mettre en œuvre, poussant ICV, ancien parti communiste catalan aujourd'hui Verts et alliés à Colau dans sa coalition Barcelona

en Comú, de boycotter cet évènement²⁰. Malgré cela Colau est présente, mais ne manifeste pas en première ligne car ne souhaite pas être associée avec les partis indépendantistes, évitant ainsi une remise en cause de son alliance avec le PSC et démontrant que cette position est plus celle de la citoyenne Colau et non celle de la Maire de Barcelone.

Par son activisme et sa position centrale dans les élections en Catalogne, elle arrivera à faire évoluer Pablo Iglésias le leader de Podemos qui fera de ce référendum la condition essentielle pour une alliance avec le Parti socialiste pour gouverner le pays (PSOE). Le rejet par ce dernier de cette condition provoquera une nouvelle crise politique avec l'impossibilité d'arriver à fonder un gouvernement. Mais aura permis de mettre sur l'agenda politique, lors de chaque négociation future cette condition.

De même sur ce discours plus pragmatique d'une consultation citoyenne le parti de Colau, Barcelona en Comú et Si Podem arriveront en tête de toutes les élections depuis les municipales tant à Barcelone que sur l'ensemble de la Catalogne arrivant ainsi à agrandir son assise électorale en captant des électeurs tant du côté des unionistes (PSC) que des indépendantistes (CiU et ERC).

Ainsi alors que certains critiquent sont absence de positionnement clair sur cette question, au contraire le fait de ne pas prendre partie, lui aura permis de transformer ce qui au départ était un handicap en un atout. Lui permettant de rester un interlocuteur pour l'ensemble des forces politiques et imposant une troisième voie acceptable par la grande majorité des habitants de Catalogne.

Elle prendra la défense de son principal concurrent, Arthur Mas, lorsque ce dernier était encore Président de la Generalitat, contre le Premier Ministre du gouvernement Mariano Rajoy, engageant ainsi son travail de sape pour aspirer une partie de l'électorat du centre droit et en démontrant son autonomie par rapport à la ligne politique de Podemos : contre toute sécession de la Catalogne, véritable repoussoir pour les électeurs de CiU

²⁰ ICV refuse d'assister aux actes de la Diada car il n'est pas d'accord avec la feuille de route fixée sur le processus d'indépendance. http://www.elnacional.cat/ca/politica/icv-no-anira-als-actes-anc-per-la-diadaicv-no-anira-als_107895_102.html

Mais les unionistes ne seront pas non plus oubliés dans sa communication et ses gestes puisqu'elle refusera que Barcelone adhère à l'association des villes pour l'indépendance (AMI), assistera à la commémoration donnée en l'hommage de l'ancien président du Chili Salvador Allende, hommage auquel l'ancien maire Trias, CiU, n'avait pas voulu se rendre, renouant avec la tradition des maires socialistes de Barcelone. Tout comme elle louera l'action menée par Pasquall Maragall²¹, Maire bâtisseur de la nouvelle Barcelone, alors que tout son programme politique est tourné contre les conséquences de la politique engendrée par le modèle de la Barcelone Olympique, et reprendra à son compte la volonté de créer une aire métropolitaine. Elle ouvrira sa majorité municipale au Parti Socialiste alors que tout le monde pensait que cela se ferait en direction de l'ERC, mais après avoir exercé le pouvoir pendant plusieurs mois et démontré l'impossibilité pour ses 11 colistiers de mener seul les changements nécessaires, l'état de l'opinion de ses principaux soutiens était prêt pour ce revirement doctrinal.

L'exemple le plus parlant de sa capacité à maîtriser son image politique est la Coupe du Roi qui en mai 2016 opposait le Réal Madrid au FC Barcelone. Le match devant se jouer dans l'enceinte de l'Athlético à Madrid le gouvernement et la ligue de football avaient interdit toutes les banderoles identitaires dans le stade. Ada Colau indique qu'elle refuse de participer à la finale du Roi pour manifester sa désapprobation à cette mesure qui va à l'encontre des supporters du FC Barcelone, les médias indépendantistes loueront ce positionnement, pourtant quelque jours plus tard elle sera présente aux côtés de la Maire de Madrid pour assister à la finale entre les deux clubs, sans que cela n'engendre de vives protestations.

§3 : Eriger Barcelone en ville monde

²¹ Membre du Parti des socialistes de Catalogne (PSC) à partir de 1978, il est élu en avril 1979 conseiller municipal de Barcelone. Lorsque Narcís Serra est appelé au gouvernement, Pasquall Maragall prend sa succession en tant que maire de Barcelone le 3 décembre 1982, avec le soutien des élus du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC). Il est réélu à son poste à quatre reprises et totalise ainsi quatorze ans et neuf mois au pouvoir dans la capitale catalane, n'ayant par ailleurs jamais disposé d'une majorité absolue au conseil municipal. Il laissera sa trace dans l'histoire comme étant le Maire qui à organiser les JO de 1992 dans sa Ville et qui en a profité pour la transformer totalement.

Alors que le programme de Barcelona en Comú et que sa ligne politique durant la campagne électorale des municipales étaient centrés sur le quotidien des Barcelonais et excluaient les questions supra communale, comme l'indépendance de la Catalogne, elle va rapidement tenir un discours national, voir internationaliste, sur de nombreux sujets dépassant les compétences de sa cité.

Cette mise en scène provient-elle d'un manque de connaissance sur les compétences et les pouvoirs d'une municipalité ou bien un moyen de détourner l'attention en traitant de questions internationales pour faire oublier les difficultés locales dans la mise en œuvre de son programme politique ?

La morale. Elle va ériger la question morale, entre le bien et le mal, dans sa politique publique. Une de ses premières interventions sera d'annoncer qu'elle n'appliquerait pas les lois qu'elle jugerait illégales. Ce message fort destiné à ses soutiens avait pour volonté de les rassurer sur sa ligne politique et sa volonté à engager des réformes rapidement malgré les obstacles juridiques : comme le droit au logement, le droit des travailleurs, ...

Mais cette sentence n'est pas anecdotique dans la bouche d'une femme politique de premier plan. Annoncer que la loi n'est pas juste n'est pas une nouveauté, mais généralement cela justifie son programme et sa volonté de prise du pouvoir pour changer les règles démocratiquement. Mais il n'est pas question de justice dans les propos d'Ada Colau mais de légalité. Or dans un état démocratique une loi se doit d'être appliquée, qu'on la trouve juste ou injuste. De plus la Maire de Barcelone au travers de cette prise de position s'érige en juge constitutionnel, en personne capable d'apprécier seule ou avec sa majorité les lois qui mériteraient d'être respectées et celles que l'on pourrait ne pas respecter.

Cette prise de position forte peut s'entendre dans un contexte de crise économique importante, où les droits des travailleurs, les droits des locataires et des propriétaires ne sont pas respectés. Mais cela est un discours, une prise de position critique de militants associatifs, voire d'opposant politique, mais difficilement compréhensible dans la bouche d'un élu, d'une personne en capacité de gouverner une ville comme Barcelone. Car cette prise de position est à double tranchant et reprocher aux uns que leurs lois sont illégales c'est également reconnaître que ses propres décisions peuvent être également reconnues comme illégales sur le plan de la morale par

d'autres et donc ne pas être appliquées. D'ailleurs les commerçants considérant que la réglementation réduisant l'emprise de leur terrasse était illégale se sont opposés au gouvernement d'Ada Colau en ne le respectant pas. Mais ils ont dû faire face à la police, envoyée par la Maire pour faire respecter la loi²².

Certains pourront penser que cette parole de la Maire de Barcelone était une simple image afin de montrer sa détermination à mettre en œuvre sa politique, mais cela serait oublié que son premier adjoint Gérard Pisarello est professeur de droit constitutionnel et que l'Espagne n'est plus une dictature mais une démocratie.

La question morale qui retiendra le plus l'attention sur cette année écoulée est la question des Réfugiés : ces femmes, ces hommes, ces enfants victimes du conflit Syriens qui fuient leur pays par tous les moyens pour rejoindre l'Europe. Cette situation humanitaire catastrophique, marquée par la photo d'un enfant mort échoué sur les plages européennes après avoir tenté de fuir les combats. La communauté européenne va prendre des dispositions afin de demander à chaque Etat d'accueillir un certains nombres de réfugiés permettant ainsi de trouver une réponse humanitaire provisoire.

L'Espagne dirigé par le Parti Popular, comme d'autres états européens, toutes tendances politiques confondues, à part l'Allemagne, marquera sa réticence à accueillir des réfugiés.

La Maire de Barcelone rapidement prendra une position claire sur le sujet en proposant d'accueillir de nombreuses personnes et en érigeant Barcelone en ville refuge. Mais au-delà des paroles elle va rentrer en action tant sur la scène nationale qu'internationale. Barcelone de par son histoire et sa culture ouvrière et anarchiste a toujours était une ville d'accueil et de tolérance. Donc sur cette question la Maire de Barcelone savait qu'elle aurait, non pas le soutien de l'ensemble de la classe politique, mais tout du moins l'absence de critiques sur cette position. Ainsi dans un premier temps elle va s'opposer à Mariano Rajoy sur la question des réfugiés, ceci en pleine période de la campagne des élections législatives. Elle va demander au gouvernement d'appliquer les directives de l'Europe sur ce sujet. Devant le refus d'intervenir sur cette question, en rétorquant que cette question est de la

²² <http://www.elpuntavui.cat/societat/article/5-societat/991826-colau-fa-retirar-les-terrasses-dels-porxos-de-la-boqueria.html>

compétence exclusive de l'Etat et que la ville ne peut intervenir sur ce sujet, elle va contourner cette position en demandant directement à l'Union Européenne de constater la carence de l'Etat Espagnol et de verser les fonds d'aide à l'accueil des migrants à la ville de Barcelone. Elle va ainsi obliger la classe politique et l'ensemble du pays à prendre une position sur l'accueil ou pas des migrants et laisser chacun devant ses responsabilités²³.

Parallèlement elle va engager un front au plan européen en demandant aux grandes villes de se déclarer ville refuge et de supplanter leurs états qui ne respectent pas les accords votés par eux-mêmes à Bruxelles. Elle fera une tournée européenne pour tenir ce discours directement aux maires des grandes villes et ira constater en Allemagne comment les villes accueillent les réfugiés. Ainsi un groupe de villes va se réunir pour se déclarer solidaires et en capacité d'accueillir des réfugiés, comme la Ville de Paris et sa Maire Anne Hidalgo²⁴. Pour cela des moyens seront mis en place, comme l'ouverture de lieux publics, des subventions seront octroyées aux associations humanitaires et il sera également fait appel aux citoyens afin que ces derniers puissent accueillir chez eux des réfugiés.

Au final cette politique sur le terrain aura du mal à se mettre en place, notamment très peu de citoyens accepteront d'accueillir des réfugiés chez eux. Mais surtout la Maire de Barcelone va être mise devant ses contradictions avec le cas des Manteros²⁵. Ce sont des commerçants ambulants, issus pour la très grande majorité de l'Afrique sud saharienne, qui vendent de manière illégale des contrefaçons de produits de luxe. En effet la Maire va engager une lutte contre ces travailleurs illégaux pour leur interdire l'accès au domaine public. Des manifestations de soutien aux Manteros vont avoir lieu, notamment de la part de la CUP et des associations humanitaires qui vont mettre à jour les contradictions entre la posture de la Maire de

²³ A la tribune de l'ONU, le 16 mai 2016, Ada Colau intervient pour faire part de sa honte devant le traitement fait aux réfugiés par son pays l'Espagne et par l'Europe.
<http://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20160516/401836319500/colau-onu-verguenza-papel-europa-espana-crisis-refugiados.html>

²⁴ Les plus grandes villes d'Europe d'Athènes à Amsterdam ont mis en place des mesures innovantes pour répondre à la crise des réfugiés. Les principales initiatives viennent des villes pionnières et solidaires comme Barcelone, Mayence et Malmö. <https://www.mediapart.fr/es/journal/international/080416/las-grandes-ciudades-de-europa-toman-la-iniciativa-para-hacer-frente-la-crisis-de-los-refugiados-0>

²⁵ Les vendeurs ambulants sont affublés de ce nom "Manteros" qui correspond aux linges posés par terre sur lequel ils entreposent leurs produits illégaux. Mais afin de partir le plus vite possible lorsque la police intervient, ce drap est attaché à ses extrémités par des fils qui permettent aux vendeurs de replier rapidement leur marchandise. D'où l'attribution de ce nom: Manteros.

Barcelone souhaitant accueillir des réfugiés alors qu'elle a déjà sur son territoire d'autres « réfugiés » qu'elle cherche à chasser²⁶.

Cette volonté d'ériger Barcelone en exemple se manifestera de biens d'autres moyens notamment avec la mise en œuvre d'un code éthique dans le cadre des marchés publics pour refuser de contracter avec des sociétés ne respectant pas les droits des travailleurs, ayant des comptes offshore, exploitant des enfants à l'étranger, Code qui aura pour vocation de servir de modèle à toutes les autres villes.

Alors que les questions touchant aux étrangers sont de la compétence exclusive de l'Etat espagnol, Ada Colau va s'opposer à la réouverture du centre de rétention de la Ville, en utilisant tous les moyens juridiques à sa disposition. Ces attaques ne vont pas porter sur l'existence juridique de ce lieu mais sur l'inadéquation morale de ce centre avec les convictions politiques des Barcelonais.

Ce positionnement sur la scène nationale et internationale va permettre de mieux asseoir Ada Colau comme personnage politique incontournable de Barcelone et d'étendre son aire d'influence sur l'aire métropolitaine, puis sur la Catalogne et enfin d'en faire un personnage politique de premier plan en s'émancipant de la tutelle de Pablo Iglésias le leader de Podemos. La reconnaissance finale sera donnée par l'ancien ministre des finances du gouvernement Grec, Yanis Varoufakis, qui viendra par deux fois à Barcelone pour dire tout le bien qu'il pense d'Ada Colau et que cette dernière est le nouveau leader européen des Maires pouvant avoir une position anti crise contre des Etats n'écoulant pas la voie du peuple²⁷.

Ainsi nous venons de voir qu'en un an Ada Colau est passée d'une militante associative à un leader politique de premier plan à qui l'on prête souvent un avenir à la tête de la Generalitat, voire de l'Etat espagnol. Les responsables nationaux

²⁶ Ada colau sera pris à parti à l'occasion d'une célébration concernant les réfugiés qui sont morts en mer. Les militants d'extrême gauche marqueront la contradiction de la maire de Barcelone en voulant rendre hommage aux réfugiés alors qu'elle essaie de chasser d'autres "réfugiés" de sa ville.
<http://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20160728/403537843739/protesta-manteros-revienta-colau-estreno-contador-muertos.html>

²⁷ Varoufakis et Colau unissent leurs force sur une ligne anti austérité -
http://politica.elpais.com/politica/2016/01/14/actualidad/1452804378_946632.html

viennent la rencontrer, telle la Pitie, pour qu'elle leur donne un oracle et les sacre Rois. Ada Colau a réussi ce tour de force d'asseoir sa popularité, qui est source de légitimité de nos jours, sur sa ville en confortant son assise électorale par les urnes tout en arrivant à dépasser sa zone d'influence à l'ensemble de la province et sa renommée sur la scène internationale.

Section 2 : La réalité de l'exercice du pouvoir : changement de paradigme

Rien ne préparait la liste d'Ada Colau à arriver en tête des élections municipales de Barcelone. Ainsi la liste n'était pas préparée à gouverner. Des 11 élus seulement une avait une expérience des affaires municipales en qualité d'élue d'opposition sous le mandat de Trias. Aucun des différents membres de la liste n'avait connaissance, voire conscience des difficultés à gouverner une ville monde comme Barcelone.

Les difficultés vont être multiples et vont ralentir la volonté de changement initiée par Ada Colau. Elle va devoir composer avec diverses contraintes et va rapidement comprendre que gouverner ce n'est pas avoir le pouvoir. De plus à Barcelone le pouvoir est dans diverses strates et répond à des codes patiemment établis depuis 40 ans par des Maires socialistes et de centre droit mais qui étaient tous issus de la même catégorie sociale, la grande bourgeoisie Barcelonaise, ce qui est loin d'être le cas d'Ada Colau.

Venant directement du monde associatif, ayant une connaissance approfondie des luttes sociales, l'équipe de Colau va devoir changer de paradigme et passer d'un modèle de lutte contre le système à la mise en œuvre de politique globale dans l'intérêt de tous. Pour cela il est nécessaire de savoir négocier et d'apprendre à faire des concessions, de bien maîtriser le langage administratif et d'apprécier les subtilités de l'organisation d'une municipalité comme Barcelone et savoir composer avec ses chefs de services qui ont tous une culture politique différente de celle de la nouvelle équipe.

Ayant volontairement réduit le nombre de ses adjoints et des Maires de quartier aux seuls membres de sa majorité, alors que par tradition la gouvernance de la ville était

répartie entre différents partis politiques. Elle va devoir obtenir des soutiens politiques auprès des 6 autres partis représentés au sein du Conseil municipal pour obtenir une majorité de 21 votes, soit 10 de plus que ceux qu'elle a.

Ce jeu politique qui est nouveau pour ces élus issus de la société civile va nécessiter beaucoup d'énergie, de temps et de patience, ainsi que revoir à la baisse les ambitions de certains programmes afin d'avoir l'assentiment d'une majorité.

Parallèlement à ce jeu politique Ada Colau va essayer d'obtenir le soutien populaire afin de légitimer sa politique. Mais après les premiers mois d'état de grâce, celle issue des rangs associatifs et ayant bénéficié de leur aide pour arriver au pouvoir va devoir faire face à de dures critiques provenant de son propre camp. En effet les associations attendent encore plus d'une militante issue de leur rang, qui connaît parfaitement la situation et auront ainsi tendance à être encore plus exigeantes et à montrer cette exigence afin de ne pas être taxée de sympathie vis-à-vis du gouvernement.

Ainsi Ada Colau va devoir faire face à trois défis : construire une majorité à chaque vote, obtenir le soutien populaire et convaincre l'administration d'appliquer ses décisions politiques.

§1. Construire une majorité à chaque vote

L'élection de Barcelona en Comú a marqué un véritable bouleversement dans le paysage politique catalan mais également espagnol. Passée cette victoire et une fois arrivés au gouvernement de la Ville, les élus accompagnant Ada Colau ont marqué leur volonté de changement. Mais cette volonté n'est rien sans le pouvoir.

Les élus de Barcelona en Comú vont apprendre durant cette première année à la tête de Barcelone que pour gouverner il faut avoir le pouvoir et donc être majoritaire. Or malgré le bouleversement engagé par cette victoire la majorité est loin d'être obtenue avec seulement 11 conseillers sur les 41 du Conseil municipal.

La dispersion des votes et la représentation de 6 autres forces politiques en plus de celle d'Ada Colau complique le jeu des alliances, car elle nécessite de devoir convaincre plusieurs partis politiques aux intérêts très divergents.

Dans la culture française les partis politiques sont classés en fonction de leur position sur l'échiquier politique, malgré l'irruption ces dernières années sur la scène politique du Front National, le paysage français est représenté par un bipartisme : la droite et la gauche. En Espagne et dans les provinces autonomes ou à aspiration indépendantiste, ce bipartisme n'existe pas ou tout du moins il existe plusieurs bipartismes. La différence droite gauche traditionnelle, soit au sein du Conseil municipal de Barcelone, pour la droite le Partit Popular, Convergencia et Unió et Ciutadan's et pour la gauche Barcelona en Comú, l'Esquerra República Catalá, la CUP et le Parti Socialiste Catalan. Mais cela est sans compter les aspirations unionistes, ceux qui souhaitent que la Catalogne reste intégrée au Royaume d'Espagne : le Parti Socialiste Catalan, le Partit Popular, Ciutadan's, et les indépendantistes : CiU, CUP, ERC. Et une troisième voix celle de Barcelona en Comú qui tient une position médiane, alors qu'au sein de sa propre composition, il y a les représentants de Podemos qui sont contre toute indépendance et ICV (les anciens communistes catalans, aujourd'hui Verts) qui sont pour l'indépendance.

Comme nous venons de le voir Ada Colau est confrontée à une triple problématique : mettre en place une politique du changement portée par des valeurs de gauche, donc excluant les partis de droite, ne pas faire de l'indépendance une question centrale, donc aller à l'encontre des aspirations indépendantistes, tout en gardant uni sa propre famille politique regroupant des aspirations politiques très différentes.

Cette triple problématique est purement théorique puisque durant cette première année de mandat à aucun moment nous percevons des dissensions au sein de la coalition de Barcelona en Comú, même lorsque l'alliance avec le PSC se fera. Les seules critiques émaneront, mais à titre individuel, du représentant ICV²⁸, candidat sur la liste de Colau, Joan Subirats qui évoquera des critiques. Cette situation doit s'expliquer par le poids représenté par Ada Colau sur la scène politique Barcelonaise, se demandant même si les autres membres de sa liste ont une opinion différente de la sienne.

Sur tous les autres sujets qui vont nécessiter d'obtenir un vote au sein du Conseil les choses vont être beaucoup plus compliquées. Ada Colau et son équipe devront

²⁸ Jordi Borja, <http://www.elcritic.cat/entrevistes/jordi-borja-nomes-pots-arribar-a-la-independencia-amb-una-insurreccio-que-no-es-donara-o-comptant-amb-estat-5063>

trouver des majorités sur chaque dossier et à chaque Conseil. Dans ce domaine des alliances et des négociations, l'époux de la Maire de Barcelone, Adria Alemany²⁹, va jouer un rôle essentiel. Nommé par le groupe de Barcelona en Comú en qualité de collaborateur en charge des discussions avec les autres partis, c'est lui qui sera en charge de nouer des alliances.

Ainsi nous pourrions apprécier l'évolution dans la mise en œuvre d'une stratégie tissée par l'équipe de Colau lors de cette première année.

La Maire de Barcelone va mettre en place immédiatement les premières mesures afin de marquer le volontarisme de son mandat d'engager des réformes de fonds pour amener aux biens communs. Les premières délibérations seront suivies par l'ensemble des forces de gauche, permettant ainsi à Ada Colau d'obtenir une majorité sur chacun des textes. En effet chaque parti de gauche avait intérêt de soutenir, ou tout du moins de s'abstenir, les mesures proposées allant également dans le sens politique qu'il souhaitait : comme débaptiser les rues franquistes, prolonger le moratoire sur les hôtels, enlever le buste du Roi, retirer la candidature de Barcelone aux Jeux Olympique d'Hiver, municipaliser les crèches, avoir une position en faveur des réfugiés, ...

Malgré les quelques négociations avec les partis politiques visant à obtenir leur accord, rien ne laisse envisager à l'équipe de Colau la difficulté à faire voter les premières mesures budgétaires. Est-ce par insuffisance, par l'absence du sens du compromis ou la confiance acquise lors de tous les votes par une majorité ne lui ont pas permis d'appréhender ce qui allait se passer.

Lors du vote d'une partie du budget, Ada Colau avait présenté des mesures financières permettant de mettre en adéquation les mesures précédemment votées lors des mois antérieurs. Ainsi le budget permettant de mener des actions sociales en direction des quartiers les plus défavorisés, d'intégrer dans la fonction publique les agents des crèches allant être municipalisées. Soit un budget de plus de 400 millions d'euros. Malgré le caractère très social des mesures proposées, il avait été nécessaire de les soumettre à titre préparatoire à l'avis des autres forces de gauche. Ainsi le Parti Socialiste avait demandé des assurances concernant la réalisation de

²⁹ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2015/06/25/catalunya/1435257839_039282.html

grands travaux concernant la couverture d'une des artères de la ville, les Républicains avaient demandé à ce que les tarifs réduits pour les transports en commun soient élargis aux mineurs de moins de 16 ans, passant ainsi de 14 à 16. La CUP avait demandé à ce que des mesures sociales soient prises en compte ainsi que la dissolution de la brigade anti-émeute de la police municipale. Ada Colau pour contenter la CUP avait enlevé tout pouvoir à la brigade anti-émeute.

Mais à l'occasion du vote, seul les élus de l'ERC et du PSC ont apporté leur soutien aux propositions de la Ville, la CUP quant à elle au lieu de s'abstenir, ce qui aurait permis au texte de passer, a décidé d'allier ses voix à celles des opposants de la Maire, soit à celles de la droite: CiU, PP, Ciutadan's. Ainsi le projet de budget de la Maire de Barcelone a été rejeté, marquant ainsi le premier revers de son mandat et ouvrant une crise politique entre Ada Colau et les élus de la CUP. En l'absence de budget toutes les mesures promises par Colau lors de ses premiers mois de mandat ne pourront pas être mis en œuvre, allant à l'encontre de son plan de choc³⁰.

Ada Colau a été ainsi dans l'obligation de renouer le dialogue avec la CUP et son leader Josep Garganté. Elle a dû se soumettre à leur desiderata, à savoir la dissolution de la brigade anti-émeute et aller plus loin dans sa volonté de remunicipalisation, en intégrant notamment de nombreux services sociaux.

Deux semaines plus tard la CUP s'abstenait et permettait ainsi que le budget de la Maire de Barcelone soit voté. Mais cette épreuve à démontrer aux autres forces politiques de gauche qu'elles avaient les moyens de faire plier la Maire de Barcelone et d'obtenir des avancées bien plus supérieures à ce que leur poids politique leur permettrait d'obtenir.

Les membres de la liste de Barcelona en Comú ont pris conscience de la difficulté à obtenir une majorité et des nécessaires concessions à engager qui parfois vont à l'encontre de la ligne politique fixée.

Cette épreuve voulue ou subie par Ada Colau va lui permettre de préparer la nécessité d'intégrer à l'équipe municipale d'autres forces politiques. Mais surtout de faire prendre conscience à ses soutiens, qui rejetaient par principe toutes alliances

³⁰ <http://www.equinoxmagazine.fr/2016/04/25/barcelone-na-plus-de-budget/>

avec les représentants des anciens partis de gouvernement (PSC, PP, CiU), de faire évoluer leur position.

La situation va se complexifier avec les échéances électorales, tant nationales que régionales, qui vont influencer sur les relations au sein des accords municipaux. En effet Barcelone est une image de premier plan permettant d'envoyer des messages à l'ensemble de corps électoral ou de partis politiques. Ainsi les accords au niveau de la province entre CiU et l'ERC, mais également l'impossibilité d'obtenir un accord entre Podemos et le PSOE au plan national vont avoir des conséquences au plan municipal. Alors que politiquement Barcelona en Comú était proche de l'ERC, plusieurs de ses leaders ont voté ou ont adhéré à ce parti : Jaume Asens, Gérard Pisarello, ont pu penser qu'une nécessaire ouverture de l'équipe municipale après l'épisode du vote du budget allait se faire en direction des Républicains. Mais ces derniers ont joué la surenchère afin d'avoir suffisamment d'excuses pour refuser toute alliance, en raison de la lutte ouverte en Catalogne entre l'ERC et BeC pour le leadership à gauche. Le leader de l'ERC demandera à son représentant au sein du Conseil municipal de refuser toute alliance.

Ainsi le seul choix qui restait à la disposition d'Ada Colau était de faire alliance avec le PSC. Sous réserve de lever la difficulté au plan national d'absence de dialogue entre Podemos et le PSOE afin de former une alternative au PP. Ada Colau en arrivant à intégrer le PSC au sein de la majorité sans faire de concessions aura permis de démontrer son savoir-faire politique, surtout que cet accord aura été validé par les adhérents de BeC.

Tout ceci n'aurait pas été possible sans l'épisode du vote du budget.

§2. Une base rebelle et exigeante

La victoire de Barcelona en Comú a été une source d'espoir pour les acteurs de la société civile, qu'ils soient des associations de riverains, des représentants d'associations, de mouvements sociaux ou de syndicats. L'arrivée d'une des leurs, Ada Colau, à la tête de la ville, élue sur un programme portant leurs revendications, notamment dans le domaine du logement, de l'économie sociale et solidaire, de la

remunicipalisation, des droits des travailleurs, du tourisme ... allait permettre d'avoir des avancées importantes.

Mais après quelques mois sans faire entendre leurs voix, les critiques ont émergé de la société civile et notamment des mouvements sociaux à l'encontre de la lenteur et de la frilosité de la mise en œuvre des politiques publiques. Certains allant jusqu'à dire dès les premiers mois de la mandature d'Ada Colau qu'elle pensait changer le système mais que c'est le système qui l'a changée.

Malgré le fait qu'Ada Colau ait reçu personnellement de nombreux représentants de cette société civile, qu'elle ait donné des gages en direction de la mise en œuvre de son plan de choc, qu'elle ait nommé au sein de son cabinet, la femme de Gérard Pisarello, son 1^{er} adjoint, pour être l'interlocutrice privilégiée de ces associations, participant ainsi à toutes les assemblées pour faire remonter les critiques et expliquer la politique du gouvernement, cela ne les a pas empêchés de faire part de leur mécontentement³¹.

Plusieurs explications peuvent être données à ce positionnement des représentants de la société civile.

Tout d'abord l'attente était grande devant l'urgence des problèmes sociaux. Mais la méconnaissance du fonctionnement des administrations publiques leur laissait penser, comme à Ada Colau lorsqu'elle était au sein des mouvements sociaux, que le changement de ligne politique est facile à mettre en œuvre et que les décisions prises par le gouvernement sont applicables immédiatement. Cela était sans compter sur la complexité et la lenteur d'un système politique et une multitude d'acteurs devant intervenir pour mettre en œuvre les politiques publiques. Complexité qui va nécessiter de faire des concessions afin d'élargir ses soutiens politiques mais qui vont au contraire diluer certaines décisions ou réduire leur portée allant à l'encontre des demandes de ses premiers soutiens que sont les mouvements sociaux³².

La Maire de Barcelone souhaitait ouvrir la décision publique à l'ensemble de la population, au travers de groupes de travail, chacun ainsi pouvant faire entendre sa voix. Cette construction de la prise de décision est directement issue des modes de

³¹ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2015/12/02/catalunya/1449091367_346890.html

³² http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/03/04/catalunya/1457091368_280266.html

fonctionnements des mouvements sociaux (mouvement des Indignés). Dès sa prise de fonction elle va remettre en cause toutes les décisions prises ou initiées par son prédécesseur Xavier Trias, comme le moratoire sur les hôtels, (citer des exemples) qui vont ralentir de manière importante certaines prises de décisions qui auraient pu répondre aux attentes de la société civile.

A l'inverse et en réaction à cette lourdeur dans la prise de décision, elle va changer son modèle pour mettre en place une organisation pyramidale afin de gagner en efficacité. Les citoyens ne seront plus consultés sur tous les sujets afin d'aller plus vite, comme pour les grands travaux ou sur le dossier des Manteros³³.

Ce changement de méthodologie sera critiqué par les mouvements sociaux mettant en exergue le non-respect d'une promesse de campagne.

Ada Colau va également heurter ses soutiens de la société civile dans le rapport de force qu'elle va être amenée à avoir en qualité de Maire de Barcelone et donc de dirigeante de nombreuses sociétés publiques.

Ainsi lors de la grève du Métro et des transports publics, à l'occasion du Mobil World Congress, les syndicats demandaient une revalorisation de leurs conditions de travail et notamment de leur rémunération. Ada Colau sur ce dossier ne souhaitera pas intervenir laissant les syndicats face à la direction de l'entreprise, mais laissera entendre que les demandes du syndicat ne sont pas légitimes au vue de leurs conditions de travail supérieures à celles de nombreux Barcelonais.

De même vis-à-vis de son administration, et tout particulièrement de la police municipale. Cette dernière avait fait l'objet de nombreuses critiques en raison des actes racistes, démontrés par Amnesty international, des comportements violents vis-à-vis des mouvements sociaux. L'on pouvait attendre qu'Ada Colau en qualité d'ancienne activiste allait prendre parti pour les acteurs de la société civile contre sa

³³ Les associations de voisins de la Ronda sont en opposition avec la Maire concernant son projet de couverture d'une artère du quartier. C'est la première fois qu'une association de riverain se confronte avec la Maire et est en opposition ouverte, alors que ce quartier avait voté majoritairement pour Colau.
<http://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20160512/401733655229/vecinos-ronda-dalt-frente-oposicion-colau.html>

police municipale (cas des Manteros, cas de Josep Garganté, ...) mais il n'en sera rien et elle prendra la défense de ses services³⁴.

Les associations se sont trouvées dans une situation inconfortable, tout particulièrement la PAH dont est issue de nombreux élus de Barcelone en Comú, dont tout particulièrement la Maire de Barcelone. Ainsi il a fallu se reconstruire à l'ombre de ces grands prédécesseurs ayant fait des questions du logement une question nationale. Les nouveaux dirigeants doivent retrouver leur place et se départir du rôle de soutien de la candidature de Barcelone en Comú pour endosser celui de défenseur de leurs adhérents. Ainsi pour se démarquer et ne pas être accusé de tolérance vis-à-vis d'un gouvernement issu de la société civile, les critiques vont à nouveau voir le jour, mais des critiques décuplées sous le sceau de la surenchère afin de bien montrer leurs différences et l'absence de connivence avec le pouvoir politique.

Deux exemples :

- Dans le domaine du logement, Ada Colau en un an a fait plus que ses prédécesseurs durant leur mandat, elle a réussi à obtenir la mise à dispositions de nombreux logements par les banques (554 logements), a arrêté de nombreuses procédures d'expulsions (653), mais les militants de la PAH demandent plus, à savoir que la totalité des logements vacants (2500)³⁵ dont sont propriétaires les banques soient transformés en logement social, un encadrement des loyers et que des expulsions continuent toujours à avoir lieu (6).
- La remunicipalisation des services publics. Ada Colau a engagé la remunicipalisation des crèches, promis de créer 19 000 emplois publics, créé une entreprise publique d'électricité, engagé la renégociation de nombreux contrats publics, mais malgré cela les associations de défense des travailleurs en veulent plus et surtout immédiatement, allant jusqu'à manifester devant la Mairie pour dire leurs mécontentements.

³⁴ http://cronicaglobal.elespanol.com/politica/p-el-caso-gargante-agrava-el-cisma-entre-colau-y-la-guardia-urbana-p_36476_102.html

³⁵ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/03/04/catalunya/1457091368_280266.html

§3. Des relations difficiles avec les institutions

C'est peut-être le défi le plus important du mandat d'Ada Colau et de ses colistiers : comprendre le fonctionnement des institutions. En effet c'est un véritable casse-tête pour les nouveaux élus de passer de l'activisme à la gestion. Car les institutions ne fonctionnent pas de manière horizontale, elles reposent sur des normes, sur des codes. Cette adaptation est d'autant plus difficile que les citoyens et l'opposition sont très exigeants avec Barcelone en Comú en leur demandant de mener des politiques concrètes très rapidement. Les élus venus de l'activisme social doivent apprendre à apprivoiser les institutions tout en restant fidèles à leurs engagements originels.

Ada Colau va être confrontée aux institutions dès sa prise de fonction et va se rendre compte de la difficulté, aussi, à obtenir l'assentiment d'administrations qui sont censées être sous ses ordres. Ce passage sera obligé si elle veut faire appliquer ses réformes.

Or dès son arrivée à la tête de la municipalité elle va proposer à ce que les plus hauts fonctionnaires de la ville revoient leur rémunération afin qu'elle ne dépasse pas 2500 euros à l'identique de la Maire de Barcelone. Mais cette remise en cause de leur rémunération sera très mal vécue par ces derniers et un climat de défiance va naître entre eux. Climat qui sera nourri par l'incompréhension commune entre les deux dans la méthode de travail. L'équipe d'Ada Colau annonçant des mesures sur le terrain sans en avoir informé sa propre administration et s'être assurée de la faisabilité de ces annonces. Tel sera le cas du moratoire sur l'implantation des hôtels, sur la remise en cause de certaines mesures pour que les citoyens puissent se positionner, sur les sanctions envisagées contre les multinationales tant dans le domaine des logements touristiques non déclarés que pour les menaces pesant sur les entreprises n'appliquant pas les principes de transparence et de conditions de travail pour leur salariés définis par la Ville. De l'autre côté les élus de Barcelone en Comú doutent de la fiabilité d'une administration où la plupart de ces cadres sont issus des années de gouvernance socialistes et de convergencia i union. De plus les luttes passées et menées par ces dirigeants associatifs, aujourd'hui élus, qui se sont opposés aux services municipaux de la ville, ont laissé des traces.

Ainsi Ada Colau dès sa prise de fonction va remettre en cause l'autorité de sa police municipale, en faisant part publiquement de critiques, de remise en cause

concernant certaines décisions, leur enlevant des pouvoirs ou des moyens d'action. D'ailleurs une de ses premières décisions sera de nommer un nouveau directeur de la police nationale, un universitaire³⁶, qui aura pour mission de réformer ce service, afin qu'il soit plus proche des citoyens. A titre d'exemple dans ce mélange des genres entre ancien militant associatif et élu, l'ancien avocat des mouvements sociaux, Asens, aujourd'hui adjoint dans l'équipe de Colau, interviendra personnellement auprès de l'avocat d'un policier qui avait été frappé par un Manteros, afin que ce dernier n'engage pas une procédure pénale à l'encontre de l'agresseur³⁷.

Ces différents vont amener un service de la ville à rentrer en opposition frontale avec la Maire de Barcelone remettant en cause son autorité³⁸. Ada Colau mettra du temps à se départir du parti pris de l'ancienne militante pour se rendre compte de la qualité du travail effectué par ses fonctionnaires. Par la suite elle prendra leur défense et démontrera publiquement tout son soutien, ce qui lui vaudra des critiques importantes des élus de la CUP.

Mais ces difficultés avec les institutions s'exprimeront en dehors des murs de l'Hôtel de ville à l'encontre du monde économique. Ces positions se feront tant à l'encontre des petits commerçants - suppression de la piste de glace, réduction des illuminations, piétonisation de certaines voies, régulation des jours et des horaires d'ouverture, réglementation des terrasses - qu'en direction des grands groupes - le gel de l'implantation des hôtels touristiques, la remise en cause de centres commerciaux - ainsi que des autorités portuaires avec la demande de changement de modèle économique concernant l'accueil des croisiéristes et de l'utilisation du domaine public portuaire qui impacte négativement la vie des quartiers voisins. Ces différentes mesures vont complexifier les relations entre les acteurs économiques et la ville. Afin de répondre à cette difficulté et cette absence de communication entre les deux, l'arrivée du PSC dans la majorité municipale représente un espoir pour les acteurs économiques de trouver au sein du Conseil municipal une écoute.

³⁶ <http://www.elperiodico.com/es/noticias/barcelona/recasens-nuevo-jefe-guardia-urbana-gerente-ayuntamiento-barcelona-4266016>

³⁷ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/05/21/catalunya/1463854482_310506.html

³⁸ <http://www.elmundo.es/cataluna/2016/05/24/57440f98e5fdea22158b4684.html>

Ces relations compliquées s'exprimeront également vis-à-vis de la Generalitat avec une remise en cause de son autorité par Ada Colau. De plus les relations vont être tendues entre Arthur Mas, le Président, et Ada Colau. Car la défaite de Xavier Trias à la tête de la capitale catalane est un échec direct du Président de la Generalitat qui n'est pas arrivé à imposer sa ligne politique de faire de l'indépendance la question centrale. Ce rejet de la candidature CiU a eu une résonance importante à la Generalitat affaiblissant tant son leader que sa base électorale. Ainsi toutes les occasions seront utilisées par les deux partis pour se critiquer, impactant directement la mise en place de politique publique. Le changement à la tête de la Generalitat, suite au blocage des élus de la CUP, avec Carles Puigdemont, permettront d'apaiser les relations entre les deux institutions et favoriseront la mise en place de politique permettant à Colau de respecter son agenda politique : comme la reconnaissance de la dette à la ville de Barcelone par la Generalitat, (donner d'autres exemples).

Ainsi nous venons de voir que l'inscription sur l'agenda politique des politiques publiques n'est pas aussi simple à mettre en œuvre, malgré une volonté politique d'engager le changement. Pour autant l'équipe de Colau a démontré des capacités d'adaptation et de reconnaissance de ses erreurs, comme avec par exemple la police urbaine et a su, malgré les difficultés à faire adopter, certes pas aussi rapidement que ce qu'elle avait imaginé, les différentes réformes envisagées.

Partie 2 : Le bien commun (ou la mise en œuvre d'un programme)

Barcelona en Comú a été élue sur un programme de redistribution sociale et de changement de manière de faire de la politique. Pour cela la liste menée par Ada Colau a porté des idées provenant des nombreuses années de présence sur le terrain au sein des associations. La remontée de ces demandes, de ces attentes a permis d'attirer sur la liste d'Ada Colau de nombreuses personnes qui étaient déçues par le personnel politique et qui s'étaient détournées des élections.

Les engagements d'Ada Colau et la transformation envisagée font parler à certains de nouveau municipalisme. Ce concept va au-delà du dualisme entre ancien parti politique et nouveau parti politique. Il répond à une conception qui attribue plus de pouvoir aux municipalités. Ce municipalisme réclame plus de souveraineté et doit engager un changement de pouvoir, donner plus de pouvoir aux gens, donner plus de poids aux nécessités quotidiennes qui s'expriment comme l'habitat, la santé et la morale politique; tout en se départant des traditionnelles préoccupations sur les questions identitaires. Ainsi pour Ada Colau l'avenir politique se trouve au niveau de la Cité, ce en quoi elle s'oppose à Pablo Iglésias, le dirigeant de Podemos, qui considérait que le changement ne pouvait découler que par la prise du pouvoir à Madrid. Colau va mener une politique du bien commun afin de démontrer que le changement se fait d'abord au plan local et que les villes peuvent s'ériger face aux Etats.

Ainsi la mise en œuvre de cette politique de la transformation de la société doit également changer d'échelle et permettre aux citoyens de prendre un rôle, de devenir acteur, afin de contourner les vieilles manières de faire de la politique reposant sur des accords entre les partis au détriment de l'intérêt de la population.

Pour répondre à cette ambition, Barcelona en Comú va engager un processus participatif le plus large et le plus global jamais initié dans la ville. L'objectif est l'adoption du Plan d'Actions Municipal : feuille de route du gouvernement municipal pour le mandat. Ainsi sur la base de thèmes qui seront proposés par le gouvernement et répondant aux critères de "bien commun" et de viabilité. La participation se fera de manière dématérialisée, mais également sur format papier

avec des ateliers partout sur la ville pour inciter les gens à s'exprimer. De cette consultation sortiront 1600 propositions élaborées conjointement par la Ville et les habitants. Il sera agrégé à cette consultation citoyenne une consultation collective avec la présence des assemblées de quartiers, des associations d'habitants et des acteurs sociaux.

De ce projet co-construit vont ressortir des orientations politiques pour lesquelles l'équipe d'Ada Colau va retranscrire sur l'agenda politique.

- le plan de choc qui a pour ambition d'intervenir sur tous les pans de la société Barcelonaise. En reconfigurant les orientations de développement touristique et économique, en relançant l'économie sociale, solidaire et une économie collaborative basée sur le bien commun, en ayant une politique du logement avec de nouvelles formules qui doivent distinguer propriété et usage, tout comme dans le domaine de l'éducation, de la santé.
- la remunicipalisation des services publics en ayant une posture exemplaire concernant les agents municipaux et les services proposés à la population.
- la réappropriation de la ville par ses habitants en redéfinissant le modèle économique.

Toutes ces mesures ont pour objectif de démontrer la volonté et la capacité du nouveau gouvernement à engager des politiques publiques qui changeront le quotidien des habitants de manière durable et à l'échelle de la ville.

Nous allons analyser un an après la mise en œuvre de ces politiques publiques les résultats obtenus, les difficultés ou les désillusions. Cette durée est une période suffisante pour apprécier les changements d'humeur, observer les lignes générales et faire des propositions concrètes, mais ce ne peut être une analyse de la réussite ou pas d'un nouveau gouvernement qui a le temps d'un mandat pour déployer toute sa politique.

Section 1 : La politique du bien commun

Ada Colau a mis au cœur de la campagne puis de son action municipale cette conception du bien commun. Ce sont des biens publics qui appartiennent à tout le monde. Ada Colau va retranscrire cette notion en politique publique.

Tout d'abord ce bien commun doit concerner tous les habitants mais malheureusement dans cette ville riche qu'est Barcelone de nombreuses personnes ne peuvent avoir accès au même service public. Raison pour laquelle elle va élaborer un plan de choc devant permettre à tous les quartiers de Barcelone d'avoir les mêmes services et les mêmes chances de réussir. Pour cela des mesures dans le domaine de l'éducation avec des ouvertures de places de crèches, des moyens donnés à la santé, des aides pour permettre aux enfants issus des familles défavorisées de pouvoir manger à la cantine, l'instauration de minima sociaux, des logements pour tous feront partie des premières de ce plan de choc.

La maîtrise de l'accès au service destiné au public nécessite également une remunicipalisation de nombreux services qui ont été confiés ces dernières années aux sociétés privées.

Cette "re-communalisation" du bien commun passe également par la réappropriation des lieux publics par les habitants et permettre ainsi un accès libre aux logements et de garder l'âme des quartiers de Barcelone dont le modèle méditerranéen permet d'assurer la mixité sociale. Pour cela Ada Colau et son équipe vont devoir remettre en cause le modèle économique de la 4^{ème} ville la plus touristique au monde.

§1. Le plan de Choc

Le plan de choc est le programme politique de la liste de Barcelona en Comú. il représente l'ambition des changements qui devront permettre de transformer la structuration de cette ville tant dans ses rapports de force, entre quartier pauvre et quartier riche, que dans son modèle économique en redistribuant les richesses de l'essor économique de cette ville sur l'ensemble des quartiers. Pour ce faire, tous les pans des politiques publiques seront concernés par ces actions avec à chaque fois une volonté de favoriser le bien commun.

- Sur le travail :

L'ambition de BeC était de redonner de l'emploi aux Barcelonais les plus éloignés de celui-ci. Pour cela ils ont mis des moyens financiers avec 17,5 millions d'euros mais également humains. Leur objectif est de redonner un emploi à 2% des Barcelonais soit 85 000 personnes. La mise en œuvre des premiers plans d'aide ont permis à 35% des participants à retrouver un emploi, après avoir suivi une formation adéquate.

L'autre point sur lequel BeC souhaitait travailler, était les conditions de travail des agents de la ville et de ceux dépendant de ses satellites. Malgré les annonces faites les contrats passés avec les grandes entreprises ont été maintenues sans que ces dernières améliorent les conditions de travail des agents.

Colau a respecté son engagement en réintroduisant une prime de 1% sur les salaires qui avait été supprimée depuis 2007.

Une partie de ces actions avec la conjoncture économique favorable ont permis de voir une baisse annuelle du nombre de chômeurs de 12% sur la ville de Barcelone.

- Habitat

La Ville a réussi à récupérer une partie des logements vacants de la Banque Sareb, 200 sur les 526 appartements, qui vont être convertis en logements sociaux. Ceci n'est pas suffisant dans une ville touchée par la crise économique et dont nombreux de ses habitants rencontrent de grande difficulté pour se loger. Mais c'est une première étape marquante car à Barcelone les logements sociaux ne représentent que 1% des logements. Son effort en direction des banques va s'accroître afin de pouvoir récupérer les 2 000 logements qui ne sont pas occupés, mais ceci nécessite, après les menaces coercitives d'engager un dialogue avec les organisations bancaires.

Le représentant de la PAH, même s'il souligne le volontarisme de la Maire, estime que cela n'est pas assez et qu'il faut que la ville récupère la totalité des logements vacants. La ville s'est fixée comme objectif 400 logements à la fin du mandat.

Grâce à l'aide de la CUP, la ville a budgétisé 100 000 euros pour lancer une étude afin d'avoir une connaissance exacte du nombre de logements vacants sur son

territoire. Un nouveau service sera créé celui de l'Unité contre l'Exclusion Urbaine qui a pour finalité d'éviter les expulsions et de faire de l'intermédiation. Il sera doté d'un budget de 11.8 millions d'euros pour aider les personnes les plus fragiles à payer leur loyer. Ces deux mesures ont été saluées par la PAH et l'Observatoire DESC. Même si des critiques se sont faites jour à l'encontre d'Ada Colau pour ne pas en faire assez pour lutter contre les exclusions, notamment des exclusions émanant de la Ville de Barcelone³⁹.

La ville a également modifié son règlement d'urgence dans lequel elle a supprimé la criminalisation pour ne pas payer ses loyers.

- Santé et alimentation.

Ada Colau utilise la présence de la Ville dans le Collège Sanitaire pour faire pression sur la Generalitat afin qu'elle change sa politique. Notamment par la production d'une étude démontrant que l'externalisation des services de santé à des entreprises privées pour un montant global de 200 millions d'euros ne porte pas ses fruits et qu'il serait moins coûteux si les services publics assuraient cette mission. Elle va prendre la population à témoin afin de décrier les politiques publiques dans le domaine de la santé de la Generalitat et faire pression pour qu'une nouvelle loi soit prise par les autorités provinciales afin de changer sa stratégie dans le domaine de la santé.

Un autre axe du plan de choc est l'augmentation des aides pour la prise en charge des repas des enfants les plus défavorisés. Ada Colau a revu les critères à la baisse, pour un coût de 8.5 millions d'euros, permettant ainsi à 2 761 enfants d'être pris en charge et de pouvoir manger convenablement.

- Pauvreté énergétique

Le plan de choc prévoyait la lutte contre la pauvreté énergétique, pour cela il a été engagé un dialogue avec l'entreprise Endesa et Agbar (gaz et électricité) pour leur demander l'application de la loi 24/2015 contre la pauvreté énergétique. Mais suite

³⁹ Colau admet 340 expulsions lors de sa première année en tant que Maire sur les 1466 cas que la Ville a eu à traiter. Pour 110 cas une solution de relogement a été trouvée et pour 115 autres cas il leur a été attribué un logement social. Les associations critiquent le fait que 27 expulsions ont été faites à la demande de l'office HLM de la Ville. Mais la Ville a précisé que ces expulsions n'étaient pas du à des difficultés pour payer le loyer mais à des utilisations du logement contraire aux normes et aux règlements.
<http://www.elmundo.es/cataluna/2016/06/05/57531b1fe5fdeafc6e8b4647.html>

au recours constitutionnel intenté par le Parti Populaire et la décision de la Cour d'annuler cette loi, la société n'a pas donné suite aux discussions avec la Ville.

Ada Colau a ainsi décidé de créer une société publique qui serait en charge de produire de l'électricité avec un programme public d'investissement important dans le domaine solaire par l'implantation d'équipement sur les bâtiments publics mais également chez les personnes privées. Cette production servira pour une partie à l'autoconsommation et pour l'autre sera destinée à être vendue et de mener ainsi une politique de réduction de la dépendance énergétique.

La Ville a créé un fonds spécifique de 5 millions pour répondre aux cas urgents de pauvreté énergétique.

De plus elle a conventionné avec des acteurs sociaux pour former 100 personnes qui seront chargées de faire des audits auprès des 5 000 logements en déperdition énergétique de la ville pour un coût de 2.5 millions d'euros.

La création d'un Centre d'Information à la pauvreté énergétique sera en charge de conseiller les personnes concernées pour mettre en place des actions empêchant les coupures électriques. Ces actions qui sont interdites par la loi.

Ada Colau a engagé avec la Plateforme l'Eau c'est la Vie un processus de remunicipalisation des services de l'eau mais à un niveau de l'aire métropolitaine. Dans un premier temps la ville a créé un Observatoire Citoyen Métropolitain qui permettra aux villes d'obtenir des informations sur la gestion de l'eau sur leur territoire.

- Aides municipales complémentaires

C'est la partie du plan la plus ambitieuse. Ada Colau a renouvelé l'aide mise en place par Trias concernant les 100 euros donnés à chaque enfant afin de prendre en compte les charges inhérentes à chaque famille pour la nourriture, les habits, ...

Mais Colau trouve que cela n'est pas suffisant et souhaite mettre en place une aide sociale en direction des personnes sans revenus et sans travail d'un montant de 600 euros. Cette disposition est fortement critiquée par les socialistes qui considèrent que cette aide n'est pas viable dans le temps.

Cette aide est en phase d'étude pour une mise en place fin 2016.

- Mobilité

Thème qui a fait l'actualité sur la première année de mandat de Colau avec la grève du métro qui a impacté le Congrès Mondial de la Téléphonie. La volonté de Colau est d'augmenter le poids du public et son contrôle dans la gestion des transports sur Barcelone et sur l'Aire Métropolitaine. Pour cela elle a engagé la réunification des moyens de transport sous une seule bannière pour favoriser la mobilité au plan métropolitain.

Mais la Ville n'est pas la seule à décider de ces nouvelles orientations et doit faire avec les autres collectivités publiques et les associations de représentants des voyageurs.

Point positif, sous la pression de l'ERC, la gratuité du transport pour tous les jeunes de moins de 14 ans a été élargie aux jeunes de 16 ans. Sa volonté de réduire les gaz à effet de serre en s'attaquant à la circulation des véhicules dans la capitale catalane a du mal à se mettre en place avec l'opposition des associations de riverains qui refusent la piétonisation de quartier entier décidé par la majorité municipale (super manzana). Ada Colau a initié ce changement en mettant à disposition des déplacements doux les principales artères de la ville une fois par mois et en engageant des travaux importants pour développer les pistes cyclables.

- Transparence et participation

Paradoxalement l'on pouvait penser que cela serait le plus simple à mettre en place pour l'équipe d'Ada Colau, surtout après les positions radicales prises pendant la campagne des municipales : encadrement des indemnités, réduction ou suppression des subventions, participation des citoyens, ouverture des centres sociaux, ...

Pourtant c'est dans ce domaine que la Ville a le plus de mal à avancer et à obtenir des résultats. Ceci est l'exemple de la non maîtrise des rouages de l'administration publique de la Ville de Barcelone et des engagements juridiques pris.

En ce qui concerne l'encadrement des salaires, cela ne peut se faire que sur le volontariat pour les fonctionnaires et pour les indemnités il faut modifier le règlement du conseil municipal, mais aucun autre parti que la CUP n'a apporté son soutien à

cette mesure. En réaction et afin d'être en conformité avec leurs promesses électorales les élus de BeC vont réduire de fait leurs indemnités en faisant des dons à des associations des montants supérieurs à 2500 euros. Sauf qu'une polémique va naître de cette décision en découvrant les associations financées par ces dons: association de prostituées, aide en direction du peuple palestinien, financement d'association en faveur des régimes Chavistes ou d'inspiration d'Amérique Latine.

Il en sera de même pour les subventions avec des promesses de transparence et de non reconduction des délégations de service public. Mais Ada Colau va être confrontée à la réalité avec l'impossibilité de confier immédiatement les missions attribuées à ces grands groupes à des structures publiques ou des sociétés coopératives. L'absence de solution alternative et le manque de compétence du secteur public empêchera de mener à bien cette promesse de campagne.

Il en sera de même pour les subventions des grands événements sportifs, comme celui de la Formule 1. La subvention sera réduite de manière importante mais ne sera pas totalement supprimée en raison des incidences économiques que cela pourrait avoir sur un pan de l'économie locale.

La participation des citoyens et la mise en place de la concertation buttent sur les désaccords au sein des principaux acteurs de la vie associative qui ne se mettent pas d'accord sur les critères de participation. Ainsi devant la lenteur de la mise en œuvre, certaines décisions sont prises concernant la réglementation sur les terrasses ou le cas des manteros, qui auraient pourtant nécessité une réflexion avec les citoyens afin d'avoir leur soutien.

Les Offices sur la Transparence et les Bonnes pratiques et le Plan d'Action municipal participatif ont bien été créés, mais les gens devant s'en occuper sont en cours de formation ou de recrutement et ne peuvent donc mettre en place l'ensemble de la politique de la ville.

Ainsi sur les 36 mesures du plan de choc initié par la Ville pour transformer durablement la ville et promouvoir le Bien Commun : 20 ont été exécutées ou seront exécutées sur le cours du mandat, 5 sont en échecs et 11 sont en cours de réalisation mais rencontrent des obstacles qui sont difficiles aujourd'hui à lever. Ce bilan lors de la 1ère année démontre la capacité à mettre en œuvre de nombreuses

politiques publiques malgré l'absence de majorité au sein du Conseil municipal. Ceci tend à démontrer que des politiques partagées par l'ensemble des forces de gauche permettent d'avoir leur soutien ou dans tous les cas qu'elles ne s'y opposent pas sans pour autant que ces dernières soient présentes au sein de l'exécutif.

De la même manière les freins à ces réformes qui auraient pu se faire jour et ainsi retarder l'application de ces mesures n'a presque pas joué dans ces cas, puisque que cela soit l'administration ou bien les citoyens ils ont adhéré à ces changements et à la mise en œuvre de ces politiques publiques.

Tout comme l'absence d'expérience des acteurs sociaux à la tête de la ville n'a pas été un frein, certainement car il est plus simple de faire des réformes quand la ville est dotée de finances lui permettant de porter seule les réformes sans obtenir le soutien financier d'autres partenaires.

§2. La remunicipalisation des services publics

La remunicipalisation des services délégués aux entreprises privées est une des principales promesses de campagne d'Ada Colau.

Dans les années 70-80 les villes ont été amenées à mettre en avant une approche entrepreneuriale de la gestion communale. Ainsi devant la croyance que le privé sait mieux gérer que le public, de nombreux services publics ont été délégués et confiés à des entreprises privées. Mais avec la crise économique des années 2000, les communes ont cherché à réaliser des économies de fonctionnement et cela est passé par une remise en question des délégations des services publics. De plus le modèle économique qui avait amené à de telle pratique était faux, puisque la « meilleure » gestion provenait d'une plus grande précarisation du personnel, avec une baisse des rémunérations, et la réduction de la qualité du service au public.

Ada Colau va ainsi engager un processus de municipalisation dans une multitude de services, utilisant la fin des délégations pour gérer cette mission en régie. Mais elle va devoir faire face à deux contraintes juridiques : la première l'encadrement budgétaire des dépenses publiques avec le principe d'équilibre et le deuxième celui

imposé par la Loi Montoro⁴⁰ qui empêche toute embauche dans les collectivités locales si cela n'était pas prévu initialement sur le budget.

Ada Colau, comme son prédécesseur Xavier Trias⁴¹, va contourner cette législation en déclarant comme essentiel au bon fonctionnement de la ville l'embauche de ces personnes. Sauf que c'est la première fois que cette mesure d'exception s'applique en raison d'une urgence sociale et éducative, puisqu'il s'agit de recruter des professeurs de maternelle afin d'ouvrir des classes dans les quartiers défavorisés.

Mais la Maire de Barcelone a deux objectifs qu'elle veut absolument atteindre lors de son mandat : la municipalisation du service de l'eau et la création d'une entreprise d'électricité.

Afin de contrôler la dépendance énergétique et de trouver des solutions de substitution aux entreprises ne souhaitant pas appliquer de critères sociaux dans la distribution de l'énergie, Ada Colau a imaginé créer sa propre entreprise⁴² de production d'énergie. Ainsi elle va doter une société d'économie mixte qui existait déjà, TERSA⁴³, d'un budget de 130 millions d'euros pour produire avec des panneaux photovoltaïques de l'électricité pour l'autoconsommation mais également pour la revendre. L'implantation de ces panneaux photovoltaïques se fera sur l'espace public mais également chez des citoyens volontaires. Pour cela un budget permettant de réaliser les travaux et l'achat du matériel est octroyé à tout citoyen souhaitant participer à cette expérience. La volonté de la Maire de Barcelone étant que tous les acteurs consomment leur propre énergie produite et que les excédents soient revendus. Politiquement cela va à l'encontre du gouvernement central qui criminalise la production privée d'électricité⁴⁴. La mairie pour créer cette dynamique a modifié son règlement d'urbanisme en imposant que toute nouvelle construction devra avoir ses propres capacités de production électrique et la surproduction sera vendue à la ville.

⁴⁰ Loi du 27 décembre 2013

⁴¹ Xavier Trias avait utilisé cette procédure d'exception pour recruter 80 pompiers et 300 agents de la garde urbaine.

⁴² http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/07/14/catalunya/1468496927_277445.html

⁴³ Compagnie publique spécialisée dans le traitement des déchets et dans les politiques environnementales.

⁴⁴ Le 9 octobre 2015 le Conseil des ministres espagnol a pris un décret, dit « impuesto al sol », qui taxe (+ 27%) l'autoconsommation électrique provenant de panneaux photovoltaïques.

La question de la municipalisation de l'eau est une question d'actualité puisque la justice espagnole⁴⁵ vient de casser le contrat qui liait les villes (23) de l'aire métropolitaine de Barcelone à la société Agbar pour la distribution de l'eau. La Maire de Barcelone s'est précipité pour demander un audit financier sur le coût de cette municipalisation, même si la société a fait part de son souhait de faire appel de la décision. Ce choix est soutenu par les élus de la CUP et de l'ERC, tandis que le PSC demande à qu'une analyse détaillée soit faite avant de prendre une décision.

Mais plus largement Ada Colau souhaite municipaliser de nombreux services, surtout dans le domaine du social, afin d'améliorer le service à la population et de s'assurer que les travailleurs soient rémunérés convenablement. Cette demande des syndicats risque d'être difficile d'être mise en œuvre, car les personnels du privé perçoivent une rémunération de 30% inférieur au fonctionnaire de la Ville. Il faudra que Ada Colau est la capacité financière de pouvoir assumer, non seulement la municipalisation de ces services, mais également la remise à niveau salarial de ces nouveaux fonctionnaires. D'autant que le projet municipal ambitionne d'augmenter de plus de 10% le nombre de fonctionnaires de la ville en recrutant plus de 1900 personnes sur le mandat. La moitié d'entre elles seront destinées à remplacer les départs à la retraite mais les autres emplois seront essentiellement issus d'une municipalisation des secteurs de la petite enfance, avec les crèches et les écoles maternelles, de la propreté et des services sociaux.

Cette politique de municipalisation participe au changement de modèle économique de la ville mais revient vers un modèle de service public plus démocratisé, sous le contrôle des usagers et des citoyens.

§3. Les mesures dans le domaine de l'espace public.

Ada Colau a déclaré la guerre aux logements touristiques illégaux. Ce terme paraît disproportionné mais dans les faits les actions mises en œuvre s'y apparentent: menaçantes sur les sites d'annonce de logements touristiques, pénalité de 600 000

⁴⁵ <http://www.elmundo.es/cataluna/2016/03/16/56e9851322601da96e8b459f.html>

euros par infraction, appel aux habitants des quartiers et aux voisins de dénoncer⁴⁶ sur un site internet les logements touristiques sans se soucier qu'ils soient ou non déclarés, mise en place d'un service municipal destiné à aller inspecter tous les logements, menace sur les propriétaires de ces logements de leur mettre une amende très importante qui sera réduite si le logement est affecté à une vocation sociale.

Il s'agit bien d'une bataille que mène Ada Colau contre les logements touristiques illégaux présents dans sa ville. Après avoir demandé à l'ensemble des sites de locations de meublés de respecter la loi en ne mettant les annonces que des logements touristiques autorisés. Tous les opérateurs se sont pliés à cette demande, seuls Airbnb et Homeaway ont refusé de respecter la missive de la ville. Des agents municipaux sont spécialement chargés de vérifier sur les réseaux sociaux que les sites respectent cette obligation.

Pourquoi de tels moyens et un tel acharnement? Une enquête menée par les services de la ville révèle que près de 40% des logements touristiques présents sur la ville sont illégaux, soit 6 725⁴⁷. Ce phénomène prend tellement de l'ampleur que certains quartiers comme le Barrio Gotic ont perdu 45% de leurs habitants en raison de l'importance de ce phénomène qui tend à bouleverser les modes de vie des Barcelonais et fait monter les prix des loyers. Cette situation est dangereuse pour une ville comme Barcelone contrainte par son urbanisation coincée entre mer et montagne et qui n'a plus de territoire pour s'étendre. La pression immobilière est très importante et la raréfaction des logements locatifs, en partie en raison de l'augmentation des logements touristiques, font monter les prix des loyers empêchant ainsi les classes moyennes de pouvoir se loger.

Ce phénomène touche tous les quartiers de la ville, même les plus pauvres et ceux n'ayant aucun intérêt touristique⁴⁸. Ainsi l'augmentation des loyers et la rareté des logements se sont étendues à tout Barcelone. Outre le fait de rencontrer des touristes dans toutes les rues de Barcelone, cela engendre également une

⁴⁶ Des voisins louent un logement touristique non déclaré pour ensuite le dénoncer à la Ville.http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/09/20/catalunya/1474390993_129850.html?rel=cx_articulo#cxrecs_

⁴⁷ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/09/06/catalunya/1473172001_414770.html

⁴⁸ La lutte contre les logements touristiques illégaux touche toute la ville, puisque des quartiers sans intérêt touristique sont aujourd'hui concernés comme: Nou Barris, Horta Guinardó ou el Besos.
http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/07/15/catalunya/1468599265_846232.html

transformation de l'espace public. En effet les pieds d'immeuble traditionnellement réservés à des commerces offrant des services de proximité, comme un serrurier, un cordonnier, et bien d'autres métiers disparaissent pour laisser la place à des magasins offrant des produits touristiques. Cette fièvre s'est emparée également des autres magasins, notamment alimentaire, qui ont augmenté leurs prix en raison de la présence de touristes tout en modifiant leurs horaires d'ouverture. Ainsi l'habitant du quartier ne peut plus faire ces courses à proximité et pour ceux qui ont les moyens les magasins ne sont pas ouverts au moment où ils ont besoin des produits, par contre ils restent ouverts tard dans la nuit provoquant des nuisances pour les riverains.

Ainsi les conséquences du tourisme et de l'afflux d'une clientèle touristique à bas coût est en train d'étouffer la ville et ses habitants. D'ailleurs de nombreuses associations de riverains manifestent depuis 2013 pour réclamer un changement d'orientation économique et sont présents lors de tout nouveau projet à vocation touristique qui tend à transformer leur quartier⁴⁹.

Pour ces raisons Ada Colau a mis les moyens afin d'intervenir sur ce secteur et surtout de faire stopper l'augmentation de ces logements touristiques.

Ainsi en 2015 ce sont 71 logements qui ont été sanctionnés et ce chiffre est de 615 pour le début 2016.⁵⁰

Parallèlement à cela elle est également intervenue pour restreindre l'occupation du domaine public avec l'ordonnance sur les terrasses, afin de libérer l'espace public pour permettre aux Barcelonais de pouvoir circuler. Devant le refus de certains commerçants d'appliquer cette nouvelle directive elle a demandé aux agents de la police municipale de procéder à l'enlèvement des terrasses au marché de la Boqueria, qui jouxte les Ramblas, un des lieux les plus touristiques de Barcelone et en pleine période touristique.

⁴⁹ " L'été dernier (2014), des milliers de manifestants survoltés avaient déferlé dans les ruelles de la 'Barceloneta', l'ancien quartier de pêcheurs de la capitale catalane. Ils protestaient contre 'l'invasion' des lieux par de jeunes touristes, dépourvus de tout sens civique, éméchés et braillards. Un phénomène massif provoqué par la location à bas prix d'un type de logement populaire - le "quart de casa" -, caractéristique dans ce quartier" <http://www.lindependant.fr/2015/08/20/tourisme-barcelone-a-commence-a-balayer-devant-sa-porte,2073748.php>

⁵⁰ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/09/19/catalunya/1474285936_507658.html

Ainsi elle a lancé un message clair en direction des commerçants et de leurs soutiens en leur indiquant qu'elle compte aller jusqu'au bout et que ces mesures ont vocation à être généralisées.

Mais les actions dans ces domaines ont été faites de manière rapide sans vraiment se soucier de la faisabilité juridique. Ainsi les conseils juridiques de la ville doutent de la possibilité de mettre une amende aux sites hébergeant les logements touristiques non déclarés. De plus l'équipe de Colau n'est pas allée jusqu'au bout des négociations avec les divers acteurs que cela soit les propriétaires des terrasses ou bien les dirigeants des sites internet.⁵¹

Mais l'objectif a été atteint : mettre sur la place publique ces problèmes, démontrer que les choses bougent et qu'elle met des solutions en place afin de résoudre les problèmes tout en envoyant un signal de fermeté aux acteurs économique.

Section 2 : A la recherche d'une majorité

La victoire de Barcelona en Comú (BeC) aux élections municipales du 24 mai 2015 a représenté un bouleversement dans le paysage politique local.

Elle vient mettre fin à un équilibre politique qui voyait les deux grands partis politiques, PSC – CiU, se partager le pouvoir tant sur Barcelone que sur la Generalitat.

Plus qu'un bouleversement cela a été un raz de marée sur la capitale Catalane, où la liste menée par Ada Colau en obtenant 25.2% des votes est arrivée en tête dans 6 des 10 districts et dans 54 des 73 quartiers de la ville. Avec des prises de guerre importantes et symboliques comme le quartier de Nou Barris, bastion historique socialiste, qui a donné son meilleur score à la liste BeC avec 34% contre 16.36% aux socialistes. Ceci marque un véritable changement d'hégémonie.

Cette élection amène également un bouleversement des acteurs politiques avec des nouveaux visages, des nouveaux profils de femmes et d'hommes qui ne sont pas

⁵¹ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/08/11/catalunya/1470926717_306592.html

issus des partis politiques traditionnels, sans lien avec la grande bourgeoisie Barcelonaise, dont étaient issus sans exception tous les autres Maires de Barcelone, au parcours atypique, émanant de la société civile : comme un chauffeur de bus (Gargante), un avocat (Asens), un professeur de droit constitutionnel (Pisarello), ...

Avec cette victoire électorale et malgré l'obtention de 11 conseillers municipaux sur les 41 composant le conseil municipal de Barcelone, Ada Colau est élue Maire de cette ville.

Mais rapidement elle et son équipe vont prendre conscience que gouverner n'est pas détenir le pouvoir et que leur volonté de transformer la vie politique et la société barcelonaise ne peuvent se transposer en acte qu'avec le soutien des autres forces politiques.

Or Ada Colau a dès le début refusé les alliances avec les autres partis politiques, rejetant la culture traditionnelle des coalitions ou « soupe de sigles » tant à la tête de la ville qu'à la Generalitat.

Cette incapacité à tisser des alliances peut s'expliquer également par la trajectoire des 11 conseillers élus sur la liste de BeC. En effet cette liste regroupant de nombreuses forces politiques a été faite rapidement, sans se préoccuper des compétences de chacun, mais en favorisant les personnes les plus contestataires qui n'ont pas la culture de l'alliance politique et du consensus.

Pour faire face à cette incapacité à obtenir une plus large majorité, permettant à Ada Colau de mettre en œuvre ses politiques, elle va chercher à obtenir le soutien populaire. Pour cela elle va donner une place importante aux conseils de Voisins, va constituer des groupes de réflexions citoyens ; elle applique ainsi sa vision d'activiste qu'elle a connue pendant de nombreuses années. Mais autant il peut être facile de mobiliser les gens contre quelque chose et sur une question qui les concerne directement, autant il est très difficile dans la durée de les mobiliser pour fournir un travail et porter une réflexion sur le long terme.

Ada Colau va prendre connaissance de manière très pratique de l'impossibilité de pouvoir gouverner en étant minoritaire lors du premier vote de la rallonge budgétaire.

Afin de pouvoir agréger les votes des autres forces de gauche : PSC – ERC et CUP il lui sera nécessaire de démontrer des grandes capacités de négociations, de persuasion et de faire des concessions, parfois importantes, pour obtenir le vote ou l'abstention d'autres conseillers municipaux. Ainsi parallèlement à la mise en œuvre de ses politiques publiques, elle va tenter durant cette première année de consolider sa minorité en agrégeant aux 11 conseillers de BeC des conseillers municipaux d'autres forces politiques tout en recherchant à élargir sa base militante.

Il sera intéressant d'étudier le cheminement qui va l'amener vers un accord avec le Parti socialiste catalan, alors que naturellement une alliance aurait dû se faire en direction des deux partis catalanistes de gauche (ERC et CUP) partageant de nombreux points d'accord avec la ligne politique de BeC.

Un changement dogmatique qui s'effectuera également en direction de sa base militante qu'elle va essayer d'élargir en devant parfois s'éloigner des activistes qui l'ont portée au pouvoir.

§1. Refus des forces de gauches indépendantistes de rentrer dans la majorité municipale

- **Relation BeC - CUP**

BeC n'est pas arrivé à faire approuver son premier budget. Colau avait pourtant obtenu le soutien des élus de l'ERC et du PSC mais le vote contre de la CUP allié au PP, CiU et Ciudadans à faire perdre la majorité à Ada Colau.

Cette situation découle directement de la victoire du 24 mai dernier. Victoire historique mais une victoire à la Pyrrhus, car avec 11 conseillers sur les 41 du conseil BeC n'a pas de majorité pour mettre en œuvre ses politiques du changement.

Dès son élection Colau pensait que l'ensemble des forces de gauche allaient la rejoindre pour faire un groupe majoritaire – BeC 11 – ERC 5 – PSC 4 – CUP 3. Mais cette alliance était en soi impossible, en raison du refus pour l'ERC de refaire alliance avec le PSC, de même pour le PSC refus d'être dans une majorité avec des partis indépendantistes alors qu'ils sont unionistes, pour la CUP impossible de rentrer dans un gouvernement avec le PSC car ils sont sur une ligne anticapitaliste.

Donc Ada Colau a essayé d'obtenir des accords ponctuels avec deux de ces partis et que le troisième s'abstienne, pour pouvoir mettre en œuvre ses politiques publiques.

Mais avec les résultats électoraux partiels, BeC a été renforcé en devenant la première force politique de la ville et de la province. Les candidats ayant le soutien d'Ada Colau élargissent à chaque élection leur base électorale.

BeC devenant la première force politique de la Catalogne, si des élections anticipées devaient avoir lieu on assisterait à un changement de majorité au sein de la Generalitat. Ce poids politique, accru par le taux important d'opinion favorable se portant sur la Maire de Barcelone, donnent une légitimité allant au-delà des 11 conseillers issus des listes de BeC. Mais ce soutien populaire et les résultats aux élections sont également la source de tout refus de faire alliance avec Ada Colau de la part de l'ERC et de la CUP, étant en concurrence pour le premier pour être la première force de gauche et pour l'autre d'être englobé dans une majorité plurielle dont la seule figure à se faire entendre est Ada Colau.

Cette situation paradoxale oblige Ada Colau à faire des concessions importantes pour obtenir le soutien ou l'abstention de la CUP et de l'ERC.

BeC a beaucoup critiqué la CUP pour ne pas avoir voté ce budget, le plus social de l'histoire de la Ville. Ce vote permettait à la ville de disposer de 366.8 millions d'euros. La CUP avait initialement demandé deux modifications au budget, qui avait été refusée par BeC. Maintenant que BeC n'a pas eu le vote, elle est dans l'obligation de renégocier avec la CUP pour obtenir son vote ou son abstention, sinon elle devra aller chercher les votes de CiU.

Les relations entre la CUP et BeC n'ont jamais été bonnes, mais depuis 2014 elles sont encore plus difficiles. Il y a évidemment la question de l'indépendance mais bien plus une manière de mener la politique. Pour Podemos il s'agit d'arriver au pouvoir pour changer les institutions de l'intérieur, tandis que pour la CUP il faut changer le modèle social immédiatement et par tous les moyens.

Ces derniers mois trois éléments ont augmenté les tensions entre les deux partis : la gestion de la grève des transports, la problématique des marchands ambulants et la garde urbaine, et le cas Josep Garganté. La CUP reproche à Ada Colau d'avoir pris parti en faveur de la police contre l'élu de la CUP.

Ces tensions empêchent tout rapprochement et gouvernance entre ces deux partis. Ce qui à terme risque d'être préjudiciable pour l'avenir de la gauche à Barcelone mais également en Catalogne.

Le refus de l'ERC et CUP de gouverner avec BeC a obligé cette dernière à se rapprocher du PSC. Qui a pour seule ambition de revenir au pouvoir d'une ville qu'il a gouverné pendant 40 ans.

Mais le refus de la CUP de voter le budget de Ada Colau et ainsi de mettre en difficulté une gouvernance de gauche risque d'être difficilement acceptée par la base des militants, d'autant si la CUP vote le budget de Carles Puigdemont à la Generalitat.

- **relation ERC et BeC**⁵²

Le parti des Républicains se trouve à un moment de l'histoire les plus importantes depuis sa création. En effet les différentes crises institutionnelles et le lancement de la procédure d'indépendance ont permis à l'ERC d'ambitionner d'être le leader de ce mouvement. Dans un premier temps son alliance avec CiU à la Generalitat lui a permis d'arriver au pouvoir et peu à peu de capter l'électorat indépendantiste des autres partis politiques. Cette stratégie avait pour finalité d'obtenir la majorité qui lui permettrait d'aboutir à son projet politique et d'être la première force à gauche. Ceci également en s'élargissant sur l'électorat du Parti Socialiste Catalan qui a régné de manière hégémonique sur Barcelone depuis la transition démocratique.

Mais l'apparition de Barcelona en Comú et d'Ada Colau ont bouleversé ses plans. En effet les élections municipales sur Barcelone et les législatives de 2015 et 2016 ont démontré que c'était eux qui avaient récupéré une très grande partie de l'électorat du parti socialiste et sont devenus le premier parti de Catalogne, devant ainsi un partenaire incontournable pour aller vers l'indépendance.

Le Parti Républicain pour obtenir l'indépendance doit faire alliance avec BeC et lever les réticences de certains militants d'en Comú.

⁵² Entretien avec Xavier Domènech: "ERC a décidé que son principal adversaire ne serait pas le Parti Popular, mais Barcelona en Comú. Nous sommes en guerre électorale." <http://www.elcritic.cat/entrevistes/xavier-domenech-erc-ha-decidit-que-el-seu-principal-adversari-no-era-el-pp-sino-en-comu-podem-estan-en-guerra-electoral-10143>

Mais il y a un problème de cohérence dans cette stratégie: d'un côté ils sont dans la majorité de droite au sein de la Generalitat allié avec CiU et de l'autre ils sont dans l'opposition face à un gouvernement de gauche, dont ils votent quasiment toutes les délibérations. Ce positionnement est difficilement compréhensible pour la base de gauche de l'ERC⁵³.

Ainsi l'ERC va devoir trancher en deux positions envisageables :

- Continuer avec CiU en espérant que son discours soit entendu par les autres forces indépendantistes et qu'il puisse capitaliser un nombre de voix suffisantes pour gagner les prochaines élections et devenir la première force de gauche en Catalogne. Pour cela ils doivent maintenir leur opposition à Colau et démontrer qu'un autre projet est possible en espérant capter ses électeurs,
- Ou s'allier avec Ada Colau, malgré la présence du PSC et réclamer en échange l'entrée dans la majorité de la Generalitat des députés de BeC, qui s'ajoutant à ceux de la CUP et de l'ERC, permettrait aux forces de gauche indépendantiste d'être majoritaire et de renverser CiU.

Aujourd'hui l'ERC seul ne peut plus ambitionner être la première force de gauche, pour cela elle a besoin du soutien et de la participation de BeC pour aboutir à l'indépendance de la Catalogne.

Les prochains mois et le vote du budget nous permettront de voir qu'elle est la ligne adoptée par l'ERC : opposition à BeC ou accord avec ces derniers.

§2. Difficulté d'élargir la base militante de BeC

Barcelona en Comú est la grande nouveauté de la carte politique catalane et n'a pas été encore éclaboussée par les affaires politiques. Ada Colau a démontré qu'elle pouvait mobiliser les gens sous son seul nom en permettant à la liste qu'elle soutenait d'arriver en tête dans toute la Catalogne lors des dernières élections nationales. BeC va augmenter de plus de 50 000 voix son résultat aux élections municipales de Barcelone, avec la réserve que la CUP ne présentait pas de liste à

⁵³ http://ccaa.elpais.com/ccaa/2016/08/11/catalunya/1470940101_925228.html

ces élections, tout en augmentant ses bastions sur les quartiers de Barcelone en arrivant en tête sur 63 des 73 quartiers, gagnant ainsi 9 quartiers depuis les municipales. Tout ceci en 7 mois.

Mais cet attrait politique pour la nouveauté qu'incarne le phénomène Colau présente le risque d'être éphémère. Ainsi pour Ciutadan's qui était également la grande nouveauté avec BeC lors des dernières élections municipales représentant un parti du changement. Ce dernier a perdu un nombre important d'électeurs lors des derniers scrutant. Démontrant ainsi la volatilité du vote.

Le défi de Colau sera de garder sa base électorale, mais nécessitera de faire de la pédagogie sur l'absence de résultat immédiat et le retard dans la mise en œuvre de certaines mesures. Il faudra également qu'elle la consolide en impliquant davantage ses militants et en leur donnant les moyens de s'exprimer au travers des consultations citoyennes. Mais ces consultations doivent avoir un intérêt pour eux afin de garder une mobilisation.

Mais la base ne sera pas suffisante et il est nécessaire de compenser inmanquablement les déçus dont les votes lui feront défaut et qui seront repartis dans l'abstention ou bien qui se tourneront vers la CUP ou ERC. Pour cela elle doit élargir sa base électorale en se tournant concomitamment vers les électeurs du parti socialiste, ceux des autres partis catalanistes comme l'ERC et CiU, mais également en mobilisant les abstentionnistes.

Ada Colau s'est coupée des électeurs de la CUP en ne soutenant pas le chef de file municipale dans le cadre de la procédure judiciaire à son encontre lors de la demande de falsification d'un rapport médical concernant un Manteros demandé à un médecin afin d'accuser la police municipale de maltraitance⁵⁴. Les militants reprochent également à la Maire de Barcelone de ne pas avoir empêché l'expulsion de militants occupant un local commercial transformé en centre social. Ceci a

⁵⁴ <http://www.elperiodico.com/es/noticias/barcelona/colau-gragante-defensa-guardia-urbana-5045271>
Une vidéo montre Garganté réclamer à un médecin qu'il change le compte rendu de son examen afin que celui-ci soit en faveur du Manteros et pour pouvoir accuser la police d'avoir blessé le Manteros.
<http://www.elperiodico.com/es/noticias/sociedad/gargante-concejal-cup-guardia-urbana-manteros-top-manta-venda-ambulante-barcelona-5035116>

engendré deux nuits d'émeutes durant lesquelles des heurts ont opposé les forces de police aux militants d'extrême gauche⁵⁵.

Pour eux, malgré ses promesses, au lieu de changer le système c'est elle que le système a changé.

La Maire de Barcelone doit retisser le dialogue et rétablir le rapport de confiance tissé depuis de nombreuses années vis à vis des militants associatifs mais également des syndicats de travailleurs⁵⁶. Elle a engagé, dès son élection un bras de fer avec les établissements bancaires afin que ces derniers vendent à la ville leurs logements vacants, soit un ensemble de plus de 2500 logements. Ainsi elle a réussi à convaincre une banque, la Sareb, de lui vendre plus de 200 logements⁵⁷. Mais pour les associations cela ne va ni assez loin ni assez vite. Concernant les syndicats la candidate avait pris des engagements⁵⁸ concernant des syndicats de l'entreprise de téléphonie ayant le marché avec la ville, cette dernière s'étant engagée à réclamer une revalorisation des conditions de travail. Mais la société a refusé de donner suite et la Maire n'ayant pas de solution alternative a dû reconduire le contrat avec l'entreprise⁵⁹. De la même manière à l'occasion des grèves des transports publics les syndicats ont reproché à Colau de ne pas avoir pris partie en leur faveur mais d'avoir indirectement défendu l'entreprise en indiquant que les conditions de travail étaient supérieures à ce que pouvaient percevoir de nombreux salariés dans cette ville.

Certes il faudra qu'elle arrive à renouer le dialogue avec ces organisations mais pour certaines cela se fera au travers des résultats obtenus, comme l'encadrement des

⁵⁵ A l'origine de la grogne, l'évacuation de locaux bancaire désaffecté qui étaient occupés par des militants associatifs depuis 2011. A l'issue d'une longue procédure entamée par la mairie, les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation des occupants des lieux.. Suite à cette expulsion il y a deux nuits d'émeutes dans le quartier.<http://www.lindependant.fr/2016/05/25/barcelone-deux-nuits-de-violences-jamais-vues-dans-le-quartier-de-gracia-videos,2204041.php>

⁵⁶ Ada Colau consacre un budget de 500 000 euros pour organiser une consultation des habitants des quartiers sur le plan stratégique de Barcelone. http://cronicaglobal.es/panol.com/politica/colau-gastara-casi-medio-millon-en-consultar-a-los-vecinos-su-plan-estrategico-para-bcn_31655_102.html

⁵⁷ <http://www.elperiodico.com/es/noticias/barcelona/colau-acuerda-sareb-cesion-200-pisos-emergencias-sociales-4755826>

⁵⁸ Ada Colau durant la campagne avait proposé son aide aux travailleurs occupant un immeuble appartenant à la société de Téléphonie. Elle s'était engagée à revoir le contrat avec la société si celle-ci ne revoyait pas ses conditions de travail. <http://www.publico.es/actualidad/colau-apoya-trabajadores-telefonica-ocupan.html>

⁵⁹ Malgré ses engagements et en l'absence de solution de substitution Ada Colau est contrainte de renouveler le contrat avec l'entreprise pour un montant de 3.2 millions d'euros. <http://www.elmundo.es/cataluna/2016/02/04/56b1f8cd46163f17408b4683.html>

loyers, la mise sur le marché de logements sociaux, les aides attribuées aux ménages pour payer leurs loyers, les aides pour engager des travaux permettant de réduire les dépenses énergétiques, etc... Pour les syndicats il est évident que la candidate Ada Colau n'imaginait pas ce qui l'attendait une fois arrivée à la tête de la ville et des difficultés qu'elle rencontrerait pour mettre en application ses politiques. Pour autant, elle travaille toujours pour confier le marché de la téléphonie à une nouvelle entreprise qui respectera les engagements pris, mais cela demande du temps pour rédiger le cahier des charges de la nouvelle consultation. De plus des avancées importantes dans le domaine de l'emploi sont apparues avec la baisse du nombre des demandeurs d'emplois suite à des actions menées par la ville, mais également l'augmentation de 1% des revenus des employés municipaux, la municipalisation de certains services.

A contrario le fait de se départir de son rôle de militante et de traiter les dossiers en tant que comptable des fonds publics a dû être apprécié par des électeurs n'ayant pas voté pour elle lors des élections municipales et pouvant craindre une augmentation importante des dépenses sociales. Elle a également donné des gages à certains électeurs dans sa gestion des conflits sociaux, que cela soit dans le cadre de la grève des transports ou de l'occupation d'un local commercial. Malgré le retour des médias, faisant de ces deux affaires, un échec pour la politique sociale de Colau, l'opinion publique a plutôt soutenu dans sa très grande majorité les positions prises par la Maire dans ces dossiers.

Elle a également envoyé des signes en prenant ses distances avec Podemos mais également avec son leader Pablo Iglésias. Les positions prises par le parti anti-austérité sur l'avenir de la Catalogne, beaucoup de personnes marquaient leur réticence à soutenir la candidature d'Ada Colau. Mais rapidement cette dernière va donner des gages d'indépendance vis à vis de Podemos, en critiquant dans un livre le caractère hégémonique d'Iglésias, en désignant ses propres candidats pour les élections nationales et en imposant la question du référendum sur l'avenir de la Catalogne comme préalable à toute alliance au gouvernement. Elle va également faire part de son désir de créer son propre parti et les militants de Podemos en Catalogne sont totalement marginalisés et cherche à exister à côté de BeC. Ainsi, sans prendre parti directement pour l'indépendance, elle pourra s'attirer quelque soutien de l'ERC, ne cherchant pas forcément à aller vers l'autonomie mais en

demandant à ce que le rapport de force entre Madrid et Barcelone soit rediscuté, permettant de revoir la participation financière de la Catalogne. Ceci permet également à Ada Colau de prendre une posture nationale et de démontrer qu'elle la seule en capacité d'engager des discussions avec le gouvernement de Madrid. Mais surtout qu'elle est la seule interlocutrice pour la Catalogne pour évoquer ces questions, supplantant ainsi les dirigeants de l'ERC et de CiU.

Avec la main tendue qu'elle a proposée à l'ERC pour rentrer dans la coalition municipale, elle les a également piégés en les obligeant à refuser cette alliance, ce qui n'a pas été compris par certains électeurs de ce parti. En effet ils ne comprennent pas que l'ERC fasse partie du gouvernement à la Generalitat avec un parti de centre droit, CiU, avec lequel ils ne partagent que la notion d'indépendance de la Catalogne, tandis qu'il partage idéologiquement toutes les politiques sociales, sur les orientations économiques et en direction des quartiers menées par Barcelona en Comú. D'ailleurs les voix des conseillers de l'ERC n'ont jamais fait défaut à Colau lors des délibérations. Cette posture de rejet systématique de l'ERC pour de simples raisons politiciennes pourrait pousser certains de ses électeurs à rejoindre les listes soutenues par Ada Colau.

Il en est de même avec l'entrée du PSC au sein de la coalition municipale. Ada Colau pense pouvoir récupérer le plus grand nombre de ses électeurs jusqu'à voir disparaître le Parti socialiste du paysage politique catalan. Elle travaille dans ce sens en se référant au Margalisme, en allant se recueillir pour la journée de commémoration de la mort d'Allende, en ayant une position neutre sur les questions catalanes. D'ailleurs les meilleurs scores électoraux elle les fait sur les terres socialistes. Mais l'entrée des socialistes permet également de pouvoir engager un dialogue avec la bourgeoisie barcelonaise et de montrer qu'elle sait se départir des doctrines pour faire des concessions et avoir un discours d'ouverture.

L'autre enjeu est la réussite de sa politique économique. Certes elle a heurté le monde économique en prenant des décisions comme le moratoire sur les hôtels, les restrictions d'ouverture des commerces, la taxation des croisiéristes, ... mais toutes ces mesures pour le moment ne mettent pas à mal la santé financière du secteur du tourisme, puisque tout en réduisant l'offre les retombées touristiques sont supérieures à l'année précédente. Ada Colau a la chance dans ce domaine que la

ville ait une bonne santé financière ce qui lui permettra peut-être de remporter son pari d'engager une mutation du modèle économique sans que l'économie en souffre. De plus l'affaire des Manteros, malgré les critiques de la presse, démontre sa volonté après une période de tergiversation de faire appliquer le droit et de trouver une solution à ce problème dont ses prédécesseurs ne se sont jamais souciés. Si elle gagne ce défi elle peut arriver à obtenir sur son nom et dans le cadre d'élection municipale certains soutiens de CiU.

§3. La rentrée du PSC dans la majorité municipale

Alors qu'il y a un an Ada Colau, lors d'une interview politique avait indiqué qu'elle ne pactiserait pas avec « les partis du régime » - CiU, PP et PSC – elle a annoncé qu'un accord de gouvernement a été trouvé entre son parti et le parti socialiste catalan pour une gouvernance commune. Cette annonce intervient en pleine crise de constitution d'un gouvernement après les élections de décembre où le Parti Socialiste Espagnol et Podemos avaient la capacité à gouverner ensemble mais n'arrive pas à s'entendre. D'ailleurs cet accord sera critiqué tant par le chef du PS que par Pablo Iglésias (Podemos), pourtant allié de BeC. Ada Colau a fait un coup politique important en démontrant qu'elle avait la capacité de tisser des accords et d'élargir sa base électorale au-delà des propres frontières de la coalition d'en Comú Podem, et surtout en toute indépendance vis-à-vis de Pablo Iglésias.

Mais cette décision a été très critiquée, voire incomprise, au sein des forces de gauche. Car le parti socialiste catalan a gouverné la ville de Barcelone durant plus de 30 ans. Après s'être fait sortir de la mairie et avoir perdu 80% de leur siège au Conseil municipal ils n'ont toujours pas fait leur autocritique sur leur gestion.

C'est un parti éclaboussé par la corruption, Collboni le chef de file municipal est également impliqué dans l'affaire Mercuri.

Ils se sont opposés à l'exercice du droit à décider et ont voté au plan national toutes les politiques d'austérité.

Donc contrairement à ce qu'annonce Colau, suite à cet accord, ce n'est pas une révolution démocratique, mais cela est perçu comme un recul des engagements pris par la liste menée par Ada Colau de changer la manière de faire de la politique.

De plus cet accord de gouvernement condamne la possibilité de trouver une alternative avec les partis catalans : ERC et la CUP, qui aurait permis d'assembler un peu plus la majorité de Colau avec 19 conseillers, se rapprochant ainsi de la majorité.

Alors pourquoi Ada Colau a pris le risque d'engager, de tisser un accord avec les socialistes catalans au risque de se couper de ses autres soutiens, tant à l'extérieur de sa coalition (ERC – CUP) qu'au sein de sa propre majorité avec les Verts d'ICV.

- il est l'allié le plus simple à contenter, car il n'a aussi aucune exigence dogmatique, programmatique. Il veut juste être sur la photo.
- envoi un message national: en démontrant qu'un accord est possible entre Podemos et le Parti socialiste. Un accord avec l'ERC aurait empêché toute alliance future avec un parti souverainiste. De plus cela permet de préparer les élections pour la Generalitat face aux sortants CiU, ERC et CUP.
- il facilite la real politik médiatique : BeC a fait des avancées importantes dans le domaine social cette première année. L'entrée du PSC ne permettra pas à BeC de faire de nouvelles avancées importantes mais assurera une tranquillité médiatique. En effet les principaux opposants de Colau cette première année étaient les socialistes qui avaient les faveurs des médias. Aujourd'hui en étant à l'intérieur de l'exécutif ils ne pourront plus critiquer.

La Maire de Barcelone a démontré son pragmatisme en faisant alliance avec le seul qui acceptait de venir. Ce n'est pas faute d'avoir tendu la main à l'ERC et à la CUP. Chacun refusant de rentrer dans la majorité municipale. De plus les 11 élus BeC étaient esseulés, fatigués, et s'allier avec le PSC permet d'avoir un parti qui connaît très bien la vie municipale et qui maîtrise parfaitement les rouages administratifs de la ville.

La stratégie d'Ada Colau est d'étouffer le Parti socialiste au sein de la nouvelle majorité municipale qui se dessine. En effet avec seulement 4 conseillers ces derniers seront en minorité vis à vis des 11 conseillers de BeC. La ligne politique

continuera à être menée par Ada Colau et pourra être amendée à la marge suite aux demandes du Parti Socialiste. D'ailleurs le rapport de force a été engagé dès le lendemain de leur rentrée au sein du groupe de Barcelona en Comú. Collboni le leader du PSC souhaitait recruter un proche afin de s'occuper au sein du Conseil municipal des élus du PSC. Ada Colau a émis son veto et malgré les protestations de Collboni cette dernière a emporté la décision. Au travers de cet épisode la Maire de Barcelone a rappelé à tous que c'était elle qui décidait malgré l'entrée des socialistes dans la coalition de Barcelona en Comú⁶⁰.

Par la suite d'autres épisodes démontreront la mainmise d'Ada Colau avec notamment sa participation en tant que Maire à la Diada du 11 septembre dernier⁶¹. Alors que les socialistes catalans sont farouchement opposés à tout indépendantisme et qu'ils avaient loué la non-participation de la Maire l'année précédente, pour cette nouvelle édition ils n'ont fait part d'aucune réaction.

Cette stratégie, malgré les nombreuses critiques, a été validée par la base électorale de Barcelona en Comú⁶².

⁶⁰ Collboni souhaitait recruter Xavier Marcé en qualité de Commissaire Culturel mais Ada Colau a émis son veto ne voulant pas juste avant la consultation de sa base sur l'accord entre les deux partis, donner l'impression qu'elle cède trop de pouvoir à Collboni. http://www.elnacional.cat/es/bcn-hub/primer-retroceso-collboni-colau-marce_103227_102.html

⁶¹ <http://www.elmundo.es/cataluna/2016/09/12/57d5bfcbca4741cc298b459f.html>

⁶² Les membres de Barcelona en Comú ont validé l'entrée du PSC au gouvernement municipal à 62.5% - http://www.eldiario.es/catalunyaplural/barcelona/Barcelona-lentrada-PSC-municipal-XX_0_517599400.html

Conclusion

Le bilan de la première année de Colau à la Mairie ne peut être fait, car c'est un temps de fondation politique.

Ada Colau et son équipe ont rapidement appris que c'est une chose de gagner les élections et une autre, bien différente, de gouverner la ville.

Les premières décisions de ce gouvernement ont obéi à cette ignorance, à cette confusion des limites et possibilités de la légitimation démocratiques qui est un système régulé, et de garantie. Dans cette première année, Ada Colau a appris que la révolution démocratique peut ignorer les réformes démocratiques. C'est le chemin qui sépare les victoires électorales des changements politiques. La Maire a reconnu qu'elle ne peut pas effectuer les changements aussi rapidement qu'elle le voudrait. BeC a gagné les élections municipales car c'était les meilleurs, mais cela ne signifie pas avoir toujours raison, ni détenir tout le pouvoir.

La première grande leçon de cette première année a été de voir l'équilibre entre le pouvoir et les compétences, entre le pouvoir et la représentation, le pouvoir et la responsabilité. Colau n'est pas Ada, elle est la Maire. Ceci signifie qu'il faut qu'elle entende que l'agenda, les obligations et les responsabilités associées, sont des points incontournables et qu'elle ne peut choisir ses événements.

Représenter tous les Barcelonais est la première obligation d'une Maire, gouverner pour la majorité est la seconde, conduire un projet politique est la troisième. Ceci est l'ordre inaltérable d'une Maire.

L'objectif de tout gouvernement est de servir les gens, dans toute sa complexité sociale, d'origines, de sensibilité politique et d'intérêts économique. Barcelone comme toutes les grandes villes est complexe et ne peut être gouvernée d'une stricte vision idéologique. Gouverner une ville requiert étendre la base du consentement politique et le transformer en consentement de toute la ville. C'est la règle numéro 1 du Maragallisme.

Ainsi cela n'implique pas de renoncer aux priorités de sa majorité mais de construire une majorité. Mais l'hégémonie est un processus lent, d'accumulation, et

d'agrégation. Ainsi l'entrée de Collboni au gouvernement signifie un apport plus important que le nombre de ses conseillers municipaux.

Il y a une question fondamentale venue de l'histoire de la Barcelone démocratique : toutes les forces politiques ont rencontré l'échec lorsqu'elles ont mis en priorité d'autres intérêts politiques que ceux de la Ville de Barcelone. C'est le cas récurrent de CiU et d'ERC et cela pourrait être la tentation de BeC. Colau a plusieurs défis : construire un parti est l'un d'entre eux, et cela prend beaucoup de temps. Mais gouverner Barcelone réclame toute son énergie, enthousiasme et vitalité. Le plus important est de porter un projet sur le court et le long terme : leçon n°2 du maragallisme.

L'accord Colau Collboni doit être éclairci : est-ce un pacte de nécessité ou est-ce une opportunité pour créer un tandem de la nouvelle politique progressiste à Barcelone et en Catalogne ?

Barcelone peut être un exemple de construction de majorité politique qui fonctionne. Car il est plus difficile de construire un modèle que de s'opposer à lui.

Le processus de participation que veut mettre en place BeC sont des constructions lentes, et parfois prend un chemin contraire à celui imaginé par l'Administration, et peut devenir une force d'opposition à son créateur.

Cette année est beaucoup plus qu'une année. Le thème de fonds est de savoir si nous commençons un mouvement gouvernement ou si le gouvernement initial est renforcé. Si les urgences des uns et les nécessités des autres, si les forces se surveillent ou si elles collaborent.

Nous vivons un changement d'époque qui s'est manifesté de plusieurs dimensions. Depuis ces dernières années se sont exprimés des indignations et des alternatives sociales. Depuis 1979 il ne s'était jamais passé une chose comme celle-là. Un processus politique historique : les forces de la vieille politique (CiU, PSC i PP) ont perdu 435 000 voix en Catalogne par rapport à 2011. Tandis que les forces de gauche émergents en ont gagné plus de 536 000. Ce phénomène ne s'analyse pas qu'en nombre de voix mais également un point de changement d'acteurs, de scénario et d'agenda politique.

BeC a provoqué un raz de marée sur Barcelone, en obtenant 25.2% des votes, en arrivant en tête sur 6 des 10 districts, et dans 54 des 73 quartiers de la ville. Exemple, le quartier de Nou Barris, historiquement bastion socialiste de la ville, qui a donné 34% de ses votes à BeC contre 16.3% aux socialistes : un véritable changement d'hégémonie. Ces chiffres et ses résultats seront confortés lors des différents votes intermédiaires qui auront lieu au cours de cette année (2015-2016) avec le vote au parlement Catalan et les deux votes pour les élections législatives nationales.

Mais cette élection amène également un bouleversement des acteurs politiques avec des nouveaux visages, qui ne sont pas issus des partis politiques traditionnels, au parcours atypique, émanant de la société civile : comme un chauffeur de bus, un avocat, un professeur de droit constitutionnel, ...

L'autre nouveauté tient dans la reconfiguration de l'agenda politique. Les bons résultats de BeC sur de nombreuses villes, confortés par ceux de la CUP et les bons résultats des villes gérées par des Maires issus ICV-EUiA (ancien parti communiste) ont permis de faire émerger des questions sociales et de questionner sur la place du citoyen dans la processus de décision.

BeC a réussi le tour de force à sortir de l'opposition entre l'Etat Espagnol et la Catalogne autour des questions d'autonomie. Pour placer Barcelone comme une ville ayant le droit de décider seule de son avenir, et non comme une partie prenante de la Catalogne. BeC a mis sur le devant de la scène les questions politiques des inégalités et de la lutte contre la corruption. Ce positionnement a permis à Colau de faire venir à elle des électeurs de CiU et de réduire l'impact de Ciutadan's.

Annexes

Annexe 1 : Entrevue de Gérard Pisarello

Annexe 2 : Entrevue de Yanis Varoufakis

Annexe 3 : Portrait de pouvoir : Ada Colau, la Maire de Barcelone, radicalement démocratique

Entrevue de Gérard Pisarello par Sergi Picazo – paru dans la revue ElCritic le 26 mai 2016 – www.elcritic.cat – Traduit du catalan

Gérard Pisarello : « Barcelona en Comú n'a pas le pouvoir réel, nous avons une toute petite partie du pouvoir. »

Comment un jeune avocat de Tucuman, l'une des régions les plus pauvres du nord de l'Argentine, se retrouve à Barcelone au cours des années 2000?

J'ai étudié à la Faculté de droit de Tucuman et j'ai participé à de nombreuses mobilisations étudiantes. Après avoir terminé mon cursus universitaire, on m'a accordé une bourse d'études pour un doctorat à Madrid. J'y suis arrivé en 1996 en même temps que la victoire d'Aznar. J'y ai vécu quatre ans. En 2001, un professeur de droit constitutionnel à l'Université de Barcelone, Miguel Angel Aparicio, me propose un poste à l'Université de Barcelone. ... Venir à Barcelone était une grande opportunité. Ma jeunesse était remplie de références à la guerre civile, l'anarcho-syndicalisme et les luttes sociales. Barcelone était pour moi une ouverture, libertaire, aux coutumes progressistes. Pour moi, cela signifiait une revanche sur la dictature argentine. Cela a été un engouement immédiat.

Que ressent un jeune professeur universitaire, immigrant sud-américain de gauche, lorsqu'il entre en qualité de numéro 2 au gouvernement de sa ville ?

J'ai vécu cela comme l'aboutissement d'une rébellion du peuple dans un régime en crise. Il nous a fallu de nombreuses années de militantisme au sein des mouvements sociaux et des mouvements de gauche. Nous avons toujours été en dehors du système. Mais après le 15 Mai et un long processus d'indignation nous avons pu obtenir le commandement central de la ville.

Les pouvoirs artificiels, quand ils nous ont vu arriver, ont pensé que nous étions une erreur inconcevable de la démocratie. Ils avaient sûrement en partie raison ; une femme qui devient Maire, issue d'une classe populaire avec un premier adjoint immigré latinoaméricain et un gouvernement composé d'activistes sociaux. J'étais pleinement conscient de ce qui se passait quand je suis entré au conseil municipal pour la première fois.

Le conseil municipal est «Matrix», comme dit le parlementaire David Fernandez?

'Matrix' ... je pense plutôt à un petit « Leviathan » ... Quand nous arrivons, nous sommes confrontés à tout ce que nous avons théorisé avant. L'administration est une machine qui refuse le changement, qui a des zones d'opacité et d'inertie. Les temps sont plus lents que ce que nous voudrions. Certaines décisions sont bloquées en raison de l'opposition de l'administration. Nous avons un défi énorme devant nous.

On dit que le pouvoir corrompt. Pensez-vous que votre passé de militant social est une garantie contre tout changement intellectuel ?

La gestion quotidienne d'une puissance comme Barcelone a tendance à nous éloigner des gens et de la rue. ... Cela nécessite la mise en place de dispositifs pour éviter cette distance. Il faut ne pas tomber dans la routine du quotidien, contrôler tout ce que l'on fait, établir des codes éthiques. Pepe Mujica a dit que « le pouvoir reflète toujours ce que les gens sont vraiment ». Mais s'il n'y a pas de contrepouvoir social et de pression citoyenne, le pouvoir peut arriver à corrompre. Sur ma table de chevet j'ai les livres de Montaigne, Marc Aurèle et tous ceux qui ont traité de la question du pouvoir : le sentiment que vous pouvez tout contrôler est une sensation illusoire. Il faut avoir conscience que le pouvoir dure très peu de temps.

Ada Colau a une pancarte sur la porte de son bureau qui énonce : «N'oublions jamais qui nous sommes et pourquoi nous sommes ici." Vous l'avez oublié?

Ceci est très important. Je suis marqué par mon histoire. Depuis mon plus jeune âge, je sais d'où je viens. Je ressens une énorme responsabilité : celle de ne pas décevoir les gens. Nous devons être à la hauteur.

Vous aviez décidé de rentrer en politique en tant que candidat du parti EUiA pour les élections européennes de 2014. Mais au final vous ne vous présentez pas. Que s'est-il passé ?

J'avais été très impliqué dans le Mouvement du 15 Mai, dans le processus constitutionnel et dans certains mouvements sociaux. Au moment des élections européennes les gens d'EUiA me proposent de les rejoindre. Ils ont remarqué mon

travail sur la remise en cause de la construction européenne. Je pensais que malgré le fait que je ne sois pas un militant de ce parti, cela pouvait être possible. Mais cela va mal finir. La direction de Madrid n'était pas prête pour incorporer une personne indépendante, dont certains me considéraient comme indépendantiste ou plus proche de Podemos. Aujourd'hui je vois cela comme une erreur.

Où, quand et comment vous avez connu le groupe initial de Guanyem Barcelona: Ada Colau, Jaume Asens Xavier Domenech, Gala Pin, Adrià Alemany...?

J'ai connu en premier Jaume Asens. C'était l'avocat de toutes les causes sociales. Une personne que j'admirais beaucoup. Nous nous sommes entendus très rapidement sur la manière d'utiliser le droit comme une arme d'action politique et de défense des droits humains. Il m'a beaucoup rappelé mon père. Quelques temps après j'ai rejoint l'Observatoire DESC et j'ai écrit un livre sur le droit au logement comme un droit essentiel à l'humanité. Ainsi je vais connaître Ada Colau lors des mobilisations de V de Vivienda. J'ai proposé mes services afin de participer à une réflexion globale sur le droit au logement.

Des années plus tard vous avez décidé de franchir le pas pour fonder Guanyem Barcelona. Le livre « Ada, la rébellion démocratique » du journaliste Joan Serra a expliqué qu'il y avait eu un débat entre Adrià Alemany, qui défendait l'idée de présenter une candidature aux élections espagnoles, tandis que vous vous préféreriez la présenter aux élections municipales. Comment avez-vous choisi ?

Nous avons pris notre temps pour réfléchir sur notre entrée en politique. Nous avons tenu compte de notre implication et de notre implantation locale sur la Ville de Barcelone qui faciliterait notre action. Le mélange d'expérience du 15 mai et l'explosion du mouvement souverainiste ont laissé des traces de mobilisation. Commencer par l'échelle municipale est la stratégie la plus logique. Mais je tiens à rappeler que la décision finale de nous présenter aux élections municipales a été prise à une large majorité.

Dans votre premier discours à la Mairie en tant que maire adjoint vous avez dit: "Seulement si nous nous mettons fin à certains privilèges inacceptables, et

surtout, si nous faisons dès le premier moment un changement culturel, de mentalité, on pourra avancer ». Je pensais que Barcelona en Comú pouvait gagner les élections, mais avec un problème : gagner le pouvoir et pour cela il faut être hégémonique. Comment le voyez-vous?

Effectivement, Barcelona en Comú n'a pas le pouvoir réel. Nous avons une toute petite partie du pouvoir. Si nous parlons de pouvoir, le pouvoir décisionnel c'est le pouvoir économique, culturel, médiatique, militaire ... et ces pouvoirs-là nous ne les avons pas.

La mise en œuvre d'une politique alternative nécessite un changement d'orientation politique mais également d'engager un changement matériel. Si on ne touche pas aux privilèges de la cité, il n'y aura pas de changements. De plus, je crois qu'en plus du pouvoir municipal nous avons la possibilité de mettre en place des contre-pouvoirs. Il faut suivre l'exemple de la 1^{ère} république espagnole. Les villes avaient des petits pouvoirs mais une fois unies et solidaires entre elles, elles ont gagné du pouvoir. Il faut faire partie d'un mouvement plus large et amplifier nos actions. Nous nous sentons plus fort avec l'irruption de Podem, l'émergence de la CUP. Nous ressentons la force qui nous est donnée, l'appartenance à un archipel d'expériences qui nous transforment mutuellement.

Parlons du pouvoir médiatic.

Le grand tabou.

Oui? Pourquoi?

Pour la difficulté de parler ouvertement du thème des moyens de communication. Ce qui s'est passé avec Pablo Iglesias est un exemple. Il y a des choses que l'on ne peut pas dire sur les médias alors qu'ils ont une influence et une incidence très forte sur le sentiment commun. Ceci démontre la très grande faiblesse de la démocratie en Espagne et en Catalogne. La concentration du pouvoir médiatique dans peu de mains conditionne le fonctionnement de la démocratie.

La Vanguardia va annoncer à sa une, après le 24-M « un changement radical ». Réellement, BeC a les moyens d'engager une transformation de fonds touchant aux intérêts du pouvoir de la Cité ?

Si la question est ce que veut Barcelona en Comú ... c'est différent de ce que nous pouvons faire. Je suis une personne qui croit que le capitalisme financier et néolibéral est une tragédie pour la société, que concentrer le pouvoir dans quelques mains c'est fondamentalement incompatible avec la démocratie. Nous devons transformer les structures du pouvoir : démocratiser le pouvoir politique et économique. Ceci est ma conviction. Mais quand nous arrivons à la direction de la ville, nous devons nous poser beaucoup de questions. Que pouvons-nous faire pour gagner des droits pour les personnes, en particulier les plus vulnérables et de limiter les puissants? Quel pouvoir nous avons ? Pour toute modification substantielle nous devons faire des alliances, car nous avons besoin de l'appui de 21 conseillers, alors que nous ne sommes que 11. Cette année, Barcelona en Comú n'a pas mis en œuvre toutes les politiques que nous voulions, nous avons seulement pu faire les politiques pour lesquelles nous avons obtenu des soutiens. Nous avons avancé dans les politiques distributives comme cela ne s'était jamais fait à la Ville.

Cela signifie d'assumer le discours de « il n'y a pas d'alternative », et au final ce n'est pas le plus difficile d'admettre que l'on ne peut pas le faire.

Non! Au contraire! Cette année, nous avons montré que «Oui c'est possible» et qu'il existe des alternatives. Barcelone a suscité l'espoir à travers l'Europe parce que nous avons prouvé que nous pouvions mettre en œuvre des mesures alternatives aux politiques d'austérité, parce que nous nous sommes battus contre la «loi Montoro». Nous avons commencé à faire des politiques fiscales distributives, nous avons doté les quartiers de millions d'euros pour améliorer la vie dans les quartiers, nous nous sommes opposés au TTIP (traité transatlantique), aux paradis fiscaux ...

Il y a des gens des mouvements sociaux et de la gauche alternative qui pensent qu'il n'est pas possible de créer une alternative en faisant partie du système et que tous les changements réels passent obligatoirement par une mobilisation de la rue.

Tout est lié. Ce que nous pouvons faire pour les institutions dépend largement de ce qui se passe dans la rue. Cela ne dépend pas seulement de la volonté des 11 conseillers. Si la rue est mobilisée et fait pression, nous pourrions faire plus de changements.

Donnez-moi des exemples.

Pour modifier les critères des marchés publics de la Ville et pouvoir négocier avec des petites entreprises ou des coopératives, il est nécessaire que soit exercée une pression et qu'il existe ces solutions de substitution pour pouvoir aboutir. Barcelone est une ville qui est en avance sur l'économie sociale, elle n'a pas construit le tissu social et productif pour le remplacer par l'économie capitaliste conventionnelle.

Cet exemple est clair, bien sûr, oui. Mais un exemple de la pression de la rue?

Barcelone est une ville qui cette année a assumé son positionnement républicain, comme on ne l'avait pas vu depuis la transition démocratique. Mais ceci a été possible car le poids historique des mouvements républicains de la ville et par la mobilisation souverainiste. Ainsi on peut faire des choses ici qu'à Madrid il est impossible de faire. On peut retirer le buste du roi Juan Carlos de la salle du Conseil, on peut renommer la place Juan Carlos I, on peut faire des hommages républicains et un festival de poésie... tout ceci à Madrid c'est très difficile. Pourquoi? Je ne pense pas que le gouvernement de Manuela Carmena ne souhaite pas le faire, mais le tissu social, la pression des citoyens et le contexte sont différents.

Besoin de plus la pression de la gauche sur Barcelona en Comú?

Je ne dis pas cela. Il est important que les mouvements sociaux et que les associations de riverains puissent faire pression sur le gouvernement, mais il est aussi important que les mouvements sociaux fassent également pression sur ceux qui ont réellement le pouvoir. Il me plairait que l'interpellation de la population ne se fasse pas contre un gouvernement de 11 conseillers, mais qu'il se fasse contre les grands intérêts privés qui tiennent Barcelone, l'Espagne et l'Europe. C'est très important de contrôler le pouvoir politique, mais il faut exercer son contrôle sur tous les pouvoirs. Plus tu as de pouvoir, plus tu dois faire l'objet de contrôle.

Vous avez reçu beaucoup de critiques de la droite après un an de gouvernement, mais avez-vous pris conscience des critiques faites par la gauche. Grève des travailleurs des bus et le métro pour Mobile World Congress. Ada Colau va déclarer que la grève était disproportionnée et que les travailleurs devraient lever la grève pour pouvoir négocier. Est-ce que la position de BeC a évolué ?

A la Mairie en cette première année il y a eu beaucoup de questions difficiles. Chaque jour, nous avons trouvé des problèmes et des conflits sur lesquels nous n'avions pas assez pensé. Nous avons toujours été les défenseurs des droits des travailleurs et nous ne sommes pas suffisamment préparés pour négocier face à eux. La première leçon que nous avons appris c'est que cette candidature du changement doit apprendre à vivre avec le conflit d'une manière moins traumatisante. Il peut y avoir des grèves, des conflits et des négociations dures, mais nous devons apprendre à prendre de la distance et ne pas vivre cela comme une tragédie. Les conflits dans une société inégale, sont inhérents à tout processus démocratique.

La deuxième leçon est que toutes les demandes doivent parvenir à un équilibre.

La Ville a pâti depuis ces dernières années d'une réduction importante du nombre d'emplois et en général les relations sociales sont marquées par la précarisation. Nous allons tenter de trouver les clés d'un marché légal plus favorable aux travailleurs, éviter les licenciements et générer des alliances pour améliorer la situation.

Vous allez repenser les grands contrats de la Ville ? Si vous n'engagez pas le processus de remunicipalisation du service de l'eau, cela sera-t-il une grande désillusion ?

Un des principaux objectifs de notre programme est la remunicipalisation du service de l'eau. Nous y pensons toujours. Mais les élections nous ont donné 11 conseillers. Ceci est une question qui doit être impulsée au plan Métropolitain et dépend aussi du soutien des autres partis. Les difficultés que nous rencontrons pour mettre en œuvre nos promesses ne sont pas une trahison de ces dernières, mais juste le symbole qu'il nous est nécessaire de faire des alliances sur ces sujets tant avec les institutions qu'avec les citoyens. Nous n'avons pas renoncé à quoi que ce soit. Il est

passé un an, nous sommes en train de préparer le changement et nous générons des alliances.

Que proposez-vous de mettre en place pour résoudre la problématique des vendeurs ambulants « Manteros »? Solutions de police? Solutions socio-économiques?

Ceci est une question très complexe. Le phénomène de la migration à Barcelone est un phénomène qui obéit à des logiques qui dépassent les compétences de la Ville. Je ne crois pas qu'une solution définitive existe et de plus que nous pouvons traiter seul ce problème. Mais nous autres nous aimons faire, et nous cherchons des solutions. IL faut que tous les commerçants de cette ville puissent être défendus quel que soit leur origine.

Nous devons travailler sur plusieurs fronts : trouver rapidement des solutions, trouver des alternatives d'insertion par le travail pour les gens qui vivent dans la rue, garantir la santé et les droits à une éducation, lutter pour la reconnaissance de leurs droits politiques ... mais ceci ne résoudra pas le problème de fonds.

Mais que proposez-vous? Légaliser, Laissez faire ou interdire et réprimer?

Nous ne pouvons pas détourner le regard et laisser faire ces choses-là. Ceci n'est pas possible. Il représente un danger pour les petits commerçants et cela produit une stigmatisation sur les migrants. Nous devons chercher des alternatives. Mais ces alternatives sont complexes et lentes. Il faut chercher une reconnaissance des droits sociaux qui permettraient à tout un chacun de subvenir dignement et de libérer l'espace public de cette occupation.

Vous avez accepté de faire alliance avec le PSC malgré vos critiques sur la politique menée par les socialistes à la tête de la Ville durant la campagne électorale. Comment vous justifiez ce changement de position ?

Les accords et alliances qui nous ont permis d'aller de l'avant dans les politiques du changement se sont faites avec l'ERC, le PSC et la CUP. Nous aurions voulu faire un accord de gouvernement avec les trois. Mais les dirigeants de la CUP nous ont indiqué qu'ils ne souhaitaient pas rentrer dans notre gouvernement, nous avons travaillé pour une alliance avec l'ERC et le PSC. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il est

impossible de gouverner la ville avec seulement 11 conseillers, dispersés sur toute la ville, en charge de questions qui changent tous les jours. Il est compliqué pour moi de résoudre des problèmes comme celui des manteros et en même temps de prendre des décisions importantes pour l'Aire Métropolitaine de Barcelone, m'occuper de mon district, penser aux projets économiques pour la ville, changer les critères de la commande publique... Ceci est difficile avec seulement 11 élus. L'accord avec le PSC n'est pas l'accord idéal, mais il nous permet de continuer nos politiques du changement.

L'accord avec le PSC n'implique-t'il pas, directement ou indirectement, de faire des compromis sur les promesses de BeC ?

Pour mener à bien les projets de la ville, il est nécessaire d'avoir le vote de 21 conseillers municipaux. Donc il nous est indispensable d'avoir le soutien d'autres forces politiques. Malgré l'entrée au gouvernement de 4 conseillers du PSC, il nous faudra quand même trouver des accords avec l'ERC et la CUP.

Dans votre premier discours en qualité de premier adjoint vous citez Joan Peiró et Lluís Companys, deux anciens maires de l'ERC des années 30, Carles Pi et Hilari Salvadó, ainsi que des écrivains comme Maria-Mercé Marçal et Montserrat Roig. Vous n'avez cité aucun maire du PSC, ni aucun intellectuel de la mouvance du PSC. Préférez-vous une alliance avec l'ERC ?

Cela me plairait que l'ERC rentre dans le gouvernement.

Mais entre l'ERC et le PSC, qui auriez-vous préféré ?

J'ai déjà voté pour l'ERC et la CUP à plusieurs reprises par le passé. Une bonne partie de la tradition républicaine de Barcelone est représentée par l'ERC depuis les années 30. Nous avons participé à des hommages en tant qu'élu à Companys, ... et j'ai de très bonne relation avec les conseillers de l'ERC. Je serais heureux que nous puissions faire un gouvernement commun. Ce qui ne me plait pas c'est que l'ERC donne les clés de la Generalitat au parti de droite CiU. Ceci je ne peux pas l'accepter. Quand Alfred Bosch dit qu'il ne veut pas faire alliance avec le PSC, ce qu'il sous-entend c'est que nous devrions faire alliance avec CiU. Ceci Barcelone en Comú nous ne pouvons l'accepter car avec Convergència nous n'avons aucun projet en commun pour la ville.

Pensez-vous qu'il y a beaucoup de différences dans la vision de la ville entre les Maires du PSC et la mandature de Xavier Trias ? Je me réfère au modèle économique de Barcelone, la position sur le tourisme, sur les privatisations et les externalisations, les politiques fiscales, la Garde Urbaine, les positions sur les mouvements sociaux ?

Nous maintenons nos critiques et les différences que nous avons pu formuler à l'encontre du PSC. Mais, avec notre expérience, les politiques du changement qui se sont faites cette année, n'ont été possible qu'avec le soutien du PSC et de l'ERC. Les socialistes ont voté en faveur de toutes les mesures du changement que nous avons proposé. Ceci est la politique municipale. Les accords de gouvernement se sont complexifiés en raison des résultats électoraux.

Dans la ville d'Argentona, la CUP gouverne avec le soutien du PSC, ERC et ICV.

La CUP de Barcelone aura fait beaucoup pression sur la gauche. Quel jugement portez-vous sur cette attitude ?

CUP Barcelone a eu une attitude contradictoire. Je pense qu'ils n'étaient pas préparés pour cette relation avec le monde institutionnel. Je précise qu'ils ont été très durs avec nous. Nous ne partageons pas la même lecture des choses. Mais dans des moments clés la CUP nous a apporté son soutien aux politiques que le gouvernement de BeC mettait en place. Au final ils ont soutenu des politiques sociales et distributives, qui de l'extrême gauche, pouvaient être perçues comme modérées ou tout du moins comme pas révolutionnaires. Malgré cela la CUP nous a apporté son soutien. Mais il est certain qu'il est plus simple pour nous de s'entendre avec les gens de la CUP de Badalona ou de Cerdanyola, avec qui nous avons fait des alliances au plan local, qu'avec une CUP minoritaire et qui refuse toute alliance avec le gouvernement.

L'un des points qui peut vous séparer de l'ERC et de la CUP c'est la question sur l'indépendance.

J'ai toujours eu un rejet du centralisme et du nationalisme Espagnol, et de la sympathie pour le souverainisme catalan, galicien et basque, et au fond pour les revendications andalouses. Un de mes maîtres politiques est Xosé Manuel Beiras....

J'ai toujours pensé que toutes ces expressions souverainistes sont un élément de démocratisation de la péninsule ibérique.

Dans le cadre d'un référendum sur l'indépendance vous voteriez oui ?

Ma position sur l'indépendance est, comme je pense pour beaucoup de Catalans, conjoncturelle. Face à une impasse et sans aucune alternative ... le soutien à l'indépendance peut être la meilleure manière de dénoncer le centralisme et l'autoritarisme. Je ne viens pas de l'indépendance, j'ai voté oui à la consultation du 9 novembre, et j'ai voté à plusieurs reprises pour des partis indépendantistes. Mais je ne me considère pas comme un nationaliste. La cause souverainiste ne peut plus avancer sans passer par Madrid. Pour cela je suis un défenseur des processus référendaire et la liberté de choix des peuples. Si le résultat de la défense du souverainisme c'est d'être pour l'indépendance, alors elle est la bienvenue.

Interview de Yanis Varoufakis par Laura Safont et Blanca Bay: "Barcelone est leader dans un changement au niveau européen". Traduit de l'espagnol - site: www.publico.es

Berlin, Londres, Barcelone ... Quel est l'objectif politique de ce voyage?

Après que la rébellion du printemps athénienne contre la Troïka ait échoué un groupe d'entre nous a décidé qu'il était essentiel de garder cet esprit de rébellion qui avait commencé à Athènes pour refonder l'Union européenne, recréer les circonstances de l'espoir partagé, et porter ces idées dans tous les pays européens. Pour une raison simple: si nous ne le faisons pas, l'Eurogroupe, le Conseil européen, le Conseil Ecofin ... continueront d'imposer les mêmes politiques et l'Union européenne finira par se désintégrer, elle ne survivra pas.

Aujourd'hui vous êtes venu pour être aux côtés d'Ada Colau à l'occasion de son premier anniversaire comme Maire. Cette première année à montrer les limites du gouvernement municipal.

Comme tous les progressistes européens Barcelone est confrontés à des problèmes. Mais nous sommes tous fiers de ce que fait Ada Colau dans la transformation de sa ville. Bien sûr, vous allez rencontrer des difficultés, nous ne vivons pas dans un monde idéal dans lequel nous aimons vivre. Mais ce qu'a fait Ada Colau à Barcelone est un miracle; un mouvement qui a commencé comme un mouvement de protestation contre des politiques néolibérales a obtenu localement le pouvoir en gagnant la Ville et en engageant le changement.

Compte tenu des limites que nous rencontrons, nos camarades dans la ville de Barcelone ont transformé la manière de gouverner cette ville et le budget a été élaboré. L'innovation est de savoir que faire avec le progrès: il faut travailler avec l'institution mais en même temps contre l'establishment. Ceci est ce que nous devons apporter d'autres niveaux: régional, national et européen. Quand les gens me disent: «L'Union européenne est une institution horrible, pourquoi dites-vous que nous devrions essayer de la démocratiser?» Je dis: «Eh bien, la ville de Barcelone a également l'habitude d'être une institution horrible.».

Barcelone peut-elle engendrer un changement au niveau européen?

Elle est déjà en train de le faire. Chacune des municipalités que je connais, de Leeds, où je me trouvais il y a quelques jours, à la Grèce, tous regardent ce qui se passe à Barcelone, en prenant des idées et comment les actions prises à Barcelone pourraient s'appliquer sur leur propre territoire.

Comment est perçue Ada Colau en Europe? Pensez-vous, comme Dan Hancox dans son article paru dans The Guardian il y a quelques jours, que c'est la Maire la plus radicale du monde?

Eh bien, je ne suis pas sûr que ce soit la Maire la plus radicale car je ne sais pas ce que ce terme englobe. Ce qui est sûr c'est qu'elle est en train de changer radicalement sa ville et la vision qu'on les européens de leur propre ville. Je suis convaincu qu'Ada Colau est une figure influente sur la scène européenne et que les bureaucrates européens ne l'aiment pas ce qui équivaut à une médaille d'honneur pour elle.

Parlons de la Catalogne. Quel opinion avez-vous sur le processus d'indépendance?

Je crois fermement dans le droit à l'autodétermination. Les habitants de Catalogne ont le droit et le devoir historique de se prononcer sur l'avenir de la Catalogne et quelle place elle doit avoir au sein de l'Espagne ou dans l'Union Européenne. C'est aux habitants de Catalogne qu'il revient le droit de déterminer leur avenir. Les habitants de Catalogne méritent d'avoir un droit de processus pour déterminer leur avenir et leur constitution.

Ce qui est intéressant, c'est que la crise qui touche l'union européenne nous donne l'occasion de réfléchir sur le modèle que nous souhaitons, qu'il est temps de modifier les traités existants, auxquels personnes ne comprend rien. Nous avons besoin d'un processus constitutionnel pour l'UE et cela est une opportunité pour les habitants du Royaume-Uni, d'Ecosse et du Pays de Galles de repenser leur constitution, mais également pour Madrid, la Catalogne ou la Belgique. Ceci est une grande opportunité pour reconfigurer l'espace européen avec un système plus harmonieux.

Quel rôle peuvent jouer les villes dans un changement au niveau européen?

Personne ne peut se lever un matin et aller changer l'Europe. Les gens doivent d'abord s'occuper de changer leur quartier, leur ville et leur pays. Mais dans le même temps, il est nécessaire de regrouper toutes ces forces pour faire pression au plan européen. Parce que l'Europe créait l'environnement des communautés dans lesquelles nous devons trouver notre place et nous développer. L'idée de mettre en œuvre des changements radicaux dans les villes, qui sont reliées entre elles, créant ainsi un réseau des villes rebelles qui applique un programme commun dans l'intérêt de leur population. C'est ce que tente d'impulser le mouvement DIEM25. Ces villes rebelles font partie d'un ensemble qui peuvent servir d'exemple et donner de l'espoir.

Bibliographie

ALVARES-BENAVIDES (Antonio), 2016, Juventud sin futuro: precariedad, subjetividad et alter activisme dans la jeunesse espagnole - Presse de science Po - n° 73 –

BHERER (Laurence), 2005, Les promesses ambiguës de la démocratie participative: revue éthique publique - vol.7 n°1

BEJA (Alice), 2015, Espagne : l'espoir après la crise – entretien avec Judit Carrera, éditions Esprit - 2015/7

CAVA (Bruno), 2015, Ada Colau et Manuela Carmena: l'indignation au pouvoir – Revue Multitudes – n° 60

COLAU (Ada), ALEMANY (Adrià), 2013, Si se puede : crónica de una pequeña gran victoria, Destino édition.

FERNANDEZ GARCIA (Alicia), PETITHOMME (Mathieu) (dir.), 2016, *Contester en Espagne. Crise démocratique et mouvements sociaux*, Paris, Demopolis

NEZ (Héloïse), 2015, Podemos, un parti de “non professionnels”?, édition du Croquant – Savoir/Agir

ROGLAN LLOP (Joaquim), 2016, Excelentísima activista, crónica algo sentimental de la Barcelona de Ada Colau, Edición Península,

SAUVETRE (Pierre), 2016, les politiques du commun dans l'europe du sud : pratiques citoyennes et restructuration du champ politique - Revue Actuel Marx n° 59 -

SERRA CARNE (Joan), 2016, Ada, la rebel·lió democràtica – l'activista reinventada en alcadessa, Ara Llibres

Sites internet :

- Ajuntament de Barcelona – www.barcelona.cat
- Barcelona en Comú – www.barcelonaencomu.cat
- ElPais – www.elpais.com
- Critic – www.elcritic.cat

Blog :

- Blog de Philippe Cazal – éclairages publics, pour une information citoyenne – www.eclairagespublics.wordpress.com
- Blog de Fabien Palem – www.blogs.mediapart.fr/fabien-palem/blog
L'auberge catalane – www.blog.courrierinternational.com/auberge-catalane ;
www.information.tv5monde.com/auteur/fabien-palem

Film :

FAUS (Pau), 2016 - Alcadessa

Bye Bye Barcelona (2013)